SEANCES DU MARDI 26 JUILLET 1988
VERGADERINGEN VAN DINSDAG 26 JULI 1988ASSEMBLEE
PLENAIRE VERGADERINGSEANCE DU MATIN
OCHTENDVERGADERING

SOMMAIRE:

CONGES:

Page 1116.

PROJET DE LOI (Discussion):

Projet de loi portant modification pour certaines communes, de la loi communale, de la loi électorale communale, de la loi organique des centres publics d'aide sociale, de la loi provinciale, du Code électoral, de la loi organique des élections provinciales et de la loi organisant l'élection simultanée pour les Chambres législatives et les conseils provinciaux.

Discussion générale (Reprise). — *Orateurs*: M. Monfils, Mme Herman-Michielsens, MM. S. Moureaux, Dierickx, Cerexhe, Desmedt, p. 1116.

Ann. parl. Sénat — Session extraordinaire 1988
Parlem. Hand. Senaat — Buitengewone zitting 1988

INHOUDSOPGAVE:

VERLOF:

Bladzijde 1116.

ONTWERP VAN WET (Beraadslaging):

Ontwerp van wet houdende wijziging, voor bepaalde gemeenten, van de gemeentewet, de gemeentekieswet, de organieke wet betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, de provinciewet, het Kieswetboek, de wet tot regeling van de provincieraadsverkiezingen en de wet tot regeling van de gelijktijdige parlements- en provincieraadsverkiezingen.

Algemene beraadslaging (Hervatting). — *Sprekers*: de heer Monfils, mevrouw Herman-Michielsens, de heren S. Moureaux, Dierickx, Cerexhe, Desmedt, blz. 1116.

2 feuilles/vellen

159

PRESIDENCE DE M. KELCHTERMANS, PRESIDENT
VOORZITTERSCHAP VAN DE HEER KELCHTERMANS, VOORZITTER

Mme Panneels-Van Baelen et M. Bock, secrétaires, prennent place au bureau.
Mevrouw Panneels-Van Baelen en de heer Bock, secretarissen, nemen plaats aan het bureau.

Le procès-verbal de la dernière séance est déposé sur le bureau.
De notulen van de jongste vergadering worden ter tafel gelegd.

La séance est ouverte à 10 h 10 m.
De vergadering wordt geopend te 10 h 10 m.

CONGES — VERLOF

M. Péciaux, en mission à l'étranger, demande un congé.

Verlof vraagt: de heer Péciaux, met opdracht in het buitenland.

— Ce congé est accordé.

Dit verlof wordt toegestaan.

MM. Van Aperen, Hismans et Vandekerckhove, pour des devoirs administratifs; Taminiaux, pour des raisons familiales; Deneir, pour deuil familial, et Meyntjens, malade, demandent d'excuser leur absence à la réunion de ce jour.

Afwezig met bericht van verhindering: de heren Van Aperen, Hismans en Vandekerckhove, wegens ambtsplichten; Taminiaux wegens familieaangelegenheden; Deneir, wegens familierouw, en Meyntjens, ziek.

— Pris pour information.

Voor kennisgeving aangenomen.

PROJET DE LOI PORTANT MODIFICATION POUR CERTAINES COMMUNES, DE LA LOI COMMUNALE, DE LA LOI ELECTORALE COMMUNALE, DE LA LOI ORGANIQUE DES CENTRES PUBLICS D'AIDE SOCIALE, DE LA LOI PROVINCIALE, DU CODE ELECTORAL, DE LA LOI ORGANIQUE DES ELECTIONS PROVINCIALES ET DE LA LOI ORGANISANT L'ELECTION SIMULTANEE POUR LES CHAMBRES LEGISLATIVES ET LES CONSEILS PROVINCIAUX

Reprise de la discussion générale

ONTWERP VAN WET HOUDENDE WIJZIGING, VOOR BEPAALDE GEMEENTEN, VAN DE GEMEENTEWET, DE GEMEENTEKIESWET, DE ORGANIEKE WET BETREFFENDE DE OPENBARE CENTRA VOOR MAATSCHAPPELIJK WELZIJN, DE PROVINCIEWET, HET KIESWETBOEK, DE WET TOT REGELING VAN DE PROVINCIERAADSVERKIEZINGEN EN DE WET TOT REGELING VAN DE GELIJKTJDIGE PARLEMENTS- EN PROVINCIERAADSVERKIEZINGEN

Hervatting van de algemene beraadslaging

M. le Président. — Nous reprenons la discussion générale du projet de loi portant modification pour certaines communes, de

la loi communale, de la loi électorale communale, de la loi organique des centres publics d'aide sociale, de la loi provinciale, du Code électoral, de la loi organique des élections provinciales et de la loi organisant l'élection simultanée pour les Chambres législatives et les conseils provinciaux.

Wij hervatten de algemene beraadslaging over het ontwerp van wet houdende wijziging, voor bepaalde gemeenten, van de gemeentewet, de gemeentekieswet, de organieke wet betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, de provinciewet, het Kieswetboek, de wet tot regeling van de provincieraadsverkiezingen en de wet tot regeling van de gelijktijdige parlements- en provincieraadsverkiezingen.

La parole est à M. Monfils.

M. Monfils. — Monsieur le Président, en discutant, pendant quelques jours, du projet modifiant le statut des communes à facilité, nous allons être obligés de faire le procès d'incendiaires.

L'été, la chaleur, l'imprudence et la folie des hommes font chaque année renaître ce fléau dans les pays du sud. Chez nous, climat aidant, les pyromanes ne sévissent guère. Mais on les retrouve, hélas, en politique. Navrés que tout va bien ou que tout ne va pas trop mal quelque part, ils s'empressent d'y bouter le feu, ou attisent les cendres; ils vont même — et j'en parlerai tout à l'heure quand j'aborderai ce qui a été dit en commission — jusqu'à s'étonner que les gens ne soient pas contents de voir aggraver les motifs de discorde.

Huit foyers au lieu d'un: Comines, Drogenbos, Crainhem, Linkebeek, Wemmel, Wezembeek-Oppem, Rhode-Saint-Genèse en plus des Fourons!

C'est un véritable feu d'artifice! Des communes ingérables, des minorités qui bloquent des majorités, un régime de tutelle obscur et alourdi et tout cela pourquoi? Pour répandre la paix dans les Fourons... Serait-ce, pour poursuivre ma métaphore, la part du feu, ce qu'on abandonne à la destruction pour sauver le reste? Même pas, puisque les problèmes qui ont été à la base, depuis des années, du problème fouronnais, qui ont entraîné la chute du précédent gouvernement, ne sont même pas réglés ou plutôt ils sont réglés, mais à la complète confusion des francophones.

Grâce à votre projet, où sont les Fourons? En Flandre et dans la province de Limbourg. Sous quelle tutelle? Celle de la Région flamande. La majorité francophone dirige-t-elle la commune? Non, il faudra l'accord de la sentinelle linguistique flamande. Que deviendra Happart? S'il ne connaît toujours pas le flamand, il ne sera pas ou plus bourgmestre. Seuls points positifs: le

verrouillage des facilités par un recours à la majorité des deux tiers et le vote des Fouronnais qui le souhaitent, en faveur des candidats francophones, mais vote limité aux élections législatives et européennes, donc pas, en phase définitive — vous l'avez dit plusieurs fois —, pour les élections à la Communauté et à la Région et vote difficile à pratiquer puisque demandant un déplacement à Verviers, ce qui entraînera, on le verra, des problèmes considérables.

Donc, la balance des résultats est déficitaire du côté des Fourons, du côté des francophones et les quelques concessions positives, on les paie de foyers d'incendie allumés dans les communes de la périphérie bruxelloise et à Comines. Dans ces communes qui ne demandaient rien, qui vivaient paisiblement, imposer la proportionnelle dans les collèges, le consensus de la décision, changer les règles du jeu de la procédure de tutelle, modifier les règles d'organisation et de fonctionnement des CPAS, c'est vraiment, de la part du gouvernement, la marque d'une volonté délibérée, de se moquer du bien-être des populations et du souci de bonne gestion de leurs mandataires.

Il n'est pas étonnant, dans ces conditions, que les bourgmestres de cinq communes périphériques aient lancé au gouvernement un SOS, espérant un sursaut de conscience, expliquant qu'ils ne voulaient pas être les victimes du triste marchandage organisé.

La réponse du gouvernement, notamment celle du Premier ministre — j'étais en commission pour en juger —, fut pitoyable. Au lieu de comprendre le désarroi de ces gens, de leur expliquer, peut-être, de trouver des solutions de compromis, il a déclaré avec hauteur — c'est repris dans le rapport — qu'il recevrait les bourgmestres de la périphérie, mais qu'il ne tolérerait aucune menace! «Aucune menace...» Vous en êtes là, messieurs les membres du gouvernement. Vous êtes à ce point peu sûrs de vous que vous deviez rouler des mécaniques face à des bourgmestres dont le seul tort a été de dire — et c'est bien normal — que pour s'opposer à ce projet inique, ils recourraient à toute voie de droit. Est-ce que, dans ce pays, le seul fait de dire qu'on fera de la résistance juridique à une loi qu'on trouve mauvaise est considéré comme un crime de lèse-pentapartite? C'est une question intéressante à examiner. On en connaît malheureusement la réponse quand on voit ce qui s'est passé en commission.

Et que dire du triste cirque qui a été organisé à propos de cette réunion? Les membres de la majorité avaient estimé normal qu'après celle-ci, le gouvernement fasse part à la commission de la position de chacun. Du bout des lèvres, le Premier ministre a dit le lendemain qu'il avait demandé au cours de la réunion avec les bourgmestres des propositions précises. Renseignements pris, aucune suggestion de cet ordre n'avait été faite aux bourgmestres lors de cette rencontre. C'est seulement le lendemain que la presse a rendu compte du contact nouveau entre le Premier ministre et les cinq bourgmestres. Ces derniers ont émis un certain nombre de propositions qui ont été rejetées sans autre forme de procès; le gouvernement, par la voix du Premier ministre, disant immédiatement, quelques instants après — j'allais presque dire quelques instants avant d'avoir reçu les propositions des cinq bourgmestres — que rien ne serait changé au projet et que le gouvernement le maintenait intégralement.

Manifestement, monsieur le Vice-Premier ministre, au vu de ce type d'agissement, on constate que le retour du cœur, dont se targue le gouvernement, est étrangement sélectif.

Le cas de Comines est tout aussi incroyable. Voilà une commune qui vivait sans aucun problème, dont vous avez changé toutes les règles de fonctionnement par le parallélisme complet que vous avez organisé avec les Fourons. C'est injuste en fait et c'est condamnable en droit. Injuste en fait parce que les citoyens cominois n'ont pas à pâtir des problèmes rencontrés dans une autre commune et qui ne se posent pas chez eux. Condamnable en droit parce qu'on impose la règle de l'égalité juridique à des situations fondamentalement différentes. Le Conseil d'Etat a d'ailleurs largement adopté ce point de vue, qu'il s'agisse — j'y insiste — des conseillers francophones ou des conseillers flamands. La situation exceptionnelle qui existe

à Fourons n'existe pas à Comines. Le parallélisme, invoqué en 1962 lors de la fixation de la frontière linguistique, ne fournit aucun fondement de fait pour établir un parallélisme en ce qui concerne l'organisation administrative communale ou celle de la tutelle. Il y a discrimination et violation de l'article 6 de la Constitution.

En imposant à Comines le même régime qu'à Fourons, vous avez mis en scène, dit le Conseil d'Etat, un faux frère jumeau. Les conseillers francophones sont plus polis envers vous, mais guère moins critiques. Ils notent qu'un traitement différencié pourrait se justifier par la circonstance que, dans ces communes, se posent des problèmes spécifiques qui n'existent pas dans les autres communes à facilités... Ces conseillers ajoutent: «concernant les règles applicables aux seules communes de Comines-Warneton et Fourons, l'exposé des motifs ne révèle pas l'existence de circonstances particulières à ces deux communes qui fourniraient une justification objective à l'application de règles distinctes.»

Et bien, la commission spéciale s'est efforcée — ce qui est son rôle — d'éclairer les causes du parallélisme. Nous avons reçu trois types de réponse.

La première est contenue dans la réponse au Conseil d'Etat figurant dans la nouvelle version de l'exposé des motifs du projet. Selon le gouvernement, «le régime particulier découle d'un certain nombre de situations particulières»... Nous voilà bien avancés! Mais le texte continue: «en modifiant les articles 47 et 48 de la Constitution, le constituant a lui-même estimé que des raisons objectives justifieraient que des mesures dérogatoires soient édictées.» En français dans le texte! Donc, le gouvernement propose de modifier un article de la Constitution pour permettre de prendre des législations fondées sur des situations exceptionnelles et il définit ces situations particulières par le fait que la loi qui les édicte est prise sur la base de cet article de la Constitution modifié. C'est la vieille histoire du serpent qui se mord la queue!

Quand nous avons voulu en savoir plus en commission, on nous a répondu — et c'était la deuxième réponse sous forme d'un borborygme de M. Dehaene —, que ce parallélisme était fondé sur des motifs historiques. Une autre fois, une troisième réponse faisait état de motifs d'équilibre global. C'est évidemment cela la vraie raison, c'est le marchandage scandaleux qui a présidé à la rédaction de ce projet de loi. Alors que Comines connaissait le meilleur, la voilà unie pour le pire à Fourons, puisque les mesures prises par la loi sont totalement injustifiées et inadéquates à la situation vécue par cette commune du Hainaut occidental.

Le gouvernement a fait, dit-il, le pari de la pacification. Le pari de Maertens n'est pas celui de Pascal. Là on risquait de gagner, mais on ne perdait rien. Avec ce système, on ne gagnera pas grand-chose, mais on risque de tout perdre, de perdre la paix qui régnait, sans cette intervention, dans les communes de la périphérie et à Comines.

Cette paix est d'autant plus compromise que le projet est peu clair, sujet à interprétation, compris même de manière divergente par les membres de la majorité. Il est enfin, dans certaines dispositions, à côté de l'objectif qu'il prétend poursuivre. Je passerai rapidement sur les objections d'inconstitutionnalité; la commission en a longuement débattu. La violation de l'article 59bis, paragraphe 4, vous venez de la décider, hier soir, en maintenant votre point de vue suivant lequel le projet n'est pas linguistique et demande une majorité simple. Je viens, il y a un instant, d'expliquer que le projet est contraire à l'article 6 de la Constitution en ce qu'il impose un traitement discriminatoire, notamment à Comines, sans que des circonstances particulières à la situation ne le justifie.

Je rappellerai enfin nos débats — nous sommes en désaccord à cet égard, mais nous devons, me semble-t-il, maintenir notre point de vue fondé sur de bons arguments — sur la violation du secret du vote et sur votre refus obstiné de modifier l'article 32 de la Constitution. Jamais un projet n'a fait l'objet d'autant de critiques au point de vue constitutionnel. Mais votre texte est aussi peu clair.

Peu clair sur la procédure d'intervention du collège des gouverneurs alors que tout récemment en 1987, le Parlement avait jugé utile de légiférer pour garantir les droits de la défense et fixer les délais d'intervention lorsque la députation permanente — dont les pouvoirs sont maintenant, dans certains cas, transférés au collège des gouverneurs —, statuait comme organe juridictionnel. Rien de cela dans votre texte. C'est le silence. Pas de garantie. On renvoie non pas à la loi qui est muette, mais à un futur arrêté royal d'application dont on ne dit rien.

Peu clair dans l'application des diverses procédures de tutelle à telle enseigne que le gouvernement a dû admettre en commission sénatoriale la suppression de certains paragraphes totalement incompréhensibles, comme le paragraphe 3 de l'article 5, qui semblait remettre en cause le fonctionnement normal des recours que le projet déclarait pourtant ne pas vouloir changer.

Peu clair donc et — oserais-je dire — volontairement. Cela vaut également pour la disposition de l'article 15 du projet, suivant laquelle les présidents du CPAS des communes périphériques, de Comines et de Fourons sont nommés parmi les membres du conseil, sur proposition de celui-ci, par l'autorité communautaire compétente, c'est-à-dire l'Exécutif. La question a été posée clairement en commission: oui ou non l'Exécutif communautaire est-il lié par la proposition de la majorité du conseil? Réponse du gouvernement, qui vaut son pesant d'or: la formule « sur proposition » a le même sens usuel: on n'a pas la possibilité d'en nommer un autre, mais on peut faire remarquer qu'il y a un certain nombre de raisons pour lesquelles on demande une autre proposition.

Quelle procédure utiliser en cas de refus de l'Exécutif? Pas de réponse. Silence dans les rangs de la majorité, avec cet aveu d'impuissance que contient le rapport à cet égard: « la situation ne sera pas plus compliquée qu'elle ne l'est aujourd'hui ».

Décryptons tout cela. C'est bien l'Exécutif flamand qui détient les clés de la nomination des présidents des CPAS dans les six communes et à Fourons. Partout, la majorité francophone prendra ses responsabilités et proposera un candidat. S'il ne plaît pas à l'Exécutif flamand, celui-ci ne le nommera pas. On désignera alors un conseiller faisant fonction, en attendant que le CPAS local obéisse aux ordres de la tutelle régionale. Et le même système sera appliqué pour la désignation des bourgmestres dans ces communes. C'est le chantage permanent: ou vous vous alignez ou vous ne serez pas nommé.

Où reste alors l'autonomie communale dont le PSC se gargarisait tant? Où reste la victoire francophone tant célébrée par les partis francophones de la coalition, quand l'autorisation flamande seule est exigée pour nommer un président de CPAS ou un bourgmestre à Crainhem, à Drogenbos, à Linkebeek, dans toutes les communes périphériques, à Comines et à Fourons?

Mais le projet ne règle même pas la matière pour laquelle il a été conçu. Né pour résoudre les problèmes linguistiques à Fourons et pour donner à la population des garanties de traitement équitable, la seule précaution que ne prend pas le projet, c'est précisément de prévoir des procédures pour veiller à la régularité des décisions prises au regard des lois linguistiques de 1963.

Lorsque le gouverneur veut prendre un arrêté d'annulation d'une décision d'une autorité communale de Comines ou de Fourons, il doit suivre l'avis conforme du collège des gouverneurs, à l'exception des arrêtés d'annulation motivés uniquement par la violation de la législation linguistique. Traduisons: vous mettez au point une procédure complexe, lourde, liant le gouverneur s'il veut prendre un arrêté d'annulation d'une décision irrégulière, par exemple en matière de permis de bâtir ou dans d'autres domaines d'intérêt communal. Mais si le gouverneur annule pour des motifs linguistiques et non techniques, la procédure traditionnelle demeure et les garanties du collège des gouverneurs de province disparaissent...

Il en est de même pour la tutelle d'approbation. Quand on lit le projet, on se demande si, des problèmes linguistiques sont réellement à la base de la question fouronnaise...

Quant à la procédure électorale choisie pour permettre aux habitants de Fourons et de Comines de voter pour des candidats

de l'autre Région linguistique, l'on vous a démontré tous les obstacles de sa mise en pratique. Vous avez choisi un mauvais système, la transhumance, au lieu d'adopter la seule possibilité qui offre la seule liberté de choix, à savoir le vote, comme à Bruxelles, aux élections européennes, sur des listes de l'une ou de l'autre Région linguistique, dans le même isolement, sans déplacement.

Votre calcul, celui de votre gouvernement, est clair. Vous donnez une possibilité sur papier et nous verrons, lors des prochaines élections communales, ce qu'il en adviendra, combien de francophones oseront braver les menaces, quels sont les obstacles qui se présenteront concrètement sur le terrain; nous verrons si votre système amène réellement la liberté de choix dans la paix et le respect mutuel et non par la présence d'une haie de gendarmes et de policiers pour faire respecter le droit des habitants de Fourons à voter ailleurs que dans leur commune.

Finalement, voyons le bilan du projet.

Le PSC défendait l'autonomie communale et a fait tomber le gouvernement sur l'affaire Happart. Moralité — si l'on peut dire — huit communes sont sous étroite surveillance du nouveau pouvoir qu'est la Région. Les six communes de la périphérie et Fourons sont sous contrôle de la Région flamande qui pourra tout diriger, y compris le choix du bourgmestre et du président du CPAS. Un régime dérogeant à tous les principes de l'organisation communale sera appliqué dans ces huit communes. Plus de majorité au collège, règle du consensus; l'élection directe des membres du CPAS risquera aussi de créer une surenchère lors des élections communales et l'établissement possible d'un contre-pouvoir en cas de majorité différente au conseil communal d'un côté et au CPAS, de l'autre.

Quant aux socialistes, ils jureraient leurs grands dieux que présents aux Affaires, ils trouveraient une solution à l'affaire fouronnaise qui soit favorable aux francophones et qui serait énergiquement défendue. C'est la capitulation, l'abandon d'Happart, l'insertion des Fourons en Région flamande, l'impossibilité de choisir le bourgmestre ou le président du CPAS sans l'accord politico-linguistique de l'Exécutif flamand. C'est le lâchage de Comines et de la périphérie bruxelloise.

Mais sans doute, pour se faire pardonner d'avoir rendu ingérables, par la proportionnelle au collège et le consensus, les communes de la périphérie, pour les avoir placées définitivement en Région flamande, les socialistes vont créer un descendant du défunt consulat des francophones: cela s'appelle, d'après la presse: « le service d'information au bénéfice des francophones des communes situées dans la Région de langue néerlandaise et dotées d'un régime spécial en vue de la protection de leurs minorités ».

Je ne sais ce qu'il faut admirer le plus, la naïveté de ceux qui ont conçu ce bidule, ou, au contraire, leur profonde hypocrisie.

Vous conduisez, sans raison, une entreprise à la faillite et quand elle est par terre, vous créez une permanence sociale pour expliquer à ses membres les droits ou les possibilités qu'il leur reste.

C'est vrai qu'il faudra de l'imagination, à ce service, pour expliquer pourquoi on a vendu les francophones de la périphérie, pourquoi on a voulu maintenir les six communes de la périphérie en Région flamande, pourquoi leur collège de bourgmestre et échevins ne fonctionnera plus, pourquoi un échevin linguistique vaut tous les autres à lui tout seul, pourquoi la majorité francophone n'est plus la majorité, dans ces collèges.

Mais croyez-vous un instant, monsieur le Vice-Premier ministre, qu'on croira le gouvernement. Croyez-vous que quelques conseils ou quelques millions rachèteront la trahison du gouvernement à l'égard de ces communes?

Comment le gouvernement ose-t-il parler aujourd'hui d'éten dre ce service aux francophones des communes unilingues flamandes alors que par ce projet, il est en train de tuer l'action des majorités francophones des communes périphériques?

Elles n'ont pas, elles non plus, à se réjouir du retour du cœur. Pas plus que la population de ces communes, dont les dossiers individuels risquent de faire des navettes sans fin entre collège

et conseil communal, par le système gouvernemental naïf, de consensus.

Monsieur le Vice-Premier ministre, dans l'autre assemblée, à la Chambre, le gouvernement présente un projet qui, à notre estime, démembrera l'Etat.

Ici, au Sénat, sous couvert de régler un problème précis, vous organisez le découragement, le désordre et même la guerre dans les communes qui avaient jusqu'ici, recherché et trouvé des points d'équilibre, dans le respect mutuel.

La vision qu'a le gouvernement du futur Etat belge est vacillante. Elle ne fixe pas un destin à long terme du pays. Elle tressaute au rythme des compromis que vous avez acceptés et qui ont été longuement négociés.

Une phrase du rapport rend d'ailleurs compte de l'impuissance du Premier ministre à changer les choses. Il a déclaré: « Le projet de loi rend d'ailleurs intégralement l'accord politique. Je ne pense pas qu'il diffère d'un iota de l'accord politique. »

Un tel accord, qui devient loi sans en changer, selon l'expression du Premier ministre, un iota, a de fortes chances d'être une mauvaise loi.

Mais si l'on change un iota et si l'on écoute les doléances de la périphérie, tout s'écroule.

Il faut donc baptiser « destin de l'Etat » ce qui n'est qu'accord circonstanciel de gouvernement. Même un iota fait alors partie intégrante du destin et on ne change pas le destin.

Attention, messieurs les membres du gouvernement, vous accentuez les déchirures du pays, vous ouvrez d'anciennes cicatrices aux frontières des Régions et disposez, pour ce faire, d'une majorité incroyable où des ministres font l'aveu cynique et non sanctionné de « se foutre éperdument » de la Belgique et de la Wallonie.

Sans fierté, il n'y a pas de peuple. Quand vous aurez réduit la Belgique à une simple boutique à tiroirs où tout se marchande, il ne vous restera plus qu'à faire l'inventaire avant fermeture. Pour un repreneur peut-être, voire pour rien du tout. (*Applaudissements.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan mevrouw Herman.

Mevrouw Herman-Michielsens. — Mijnheer de Voorzitter, als algemene uitzetting over dit ontwerp zou het eigenlijk volstaan zoals de heer Pedé gisteren heeft gedaan, de praktische gevolgen van het ontwerp voor de werking van sommige van onze gemeenten te ontwikkelen. Het zou dan genoegzaam bewezen zijn dat de beslissingen van het regeerakkoord die hebben geleid tot het indienen van dit ontwerp, worden tegengesproken. Ik maak evenwel nog enkele politieke randopmerkingen.

De regering zelf wenst de politieke draagwijdte van dit ontwerp niet langer te benadrukken. In het regeerakkoord heeft zij dit wel gedaan. Zelfs bij het wijzigen van artikel 59bis, paragraaf vier, van de Grondwet heeft de regering duidelijk genoeg haar bedoelingen kenbaar gemaakt, namelijk het vergrendelen door een bijzondere meerderheid van de regeling van het taalgebruik in de faciliteitengemeenten.

Op het ogenblik echter dat het advies van de Raad van State er is, wijkt de regering plots van de oorspronkelijke draagwijdte van onderhavig ontwerp af. Eigenaardig genoeg verdwijnt daardoor ook het cement dat dit ontwerp samenvoegt, ik zou zeggen zeer logisch samenvoegt, als men weet welke motiveringen er aan ten grondslag liggen. Zoals de heer Monfils zo duidelijk heeft opgemerkt, is het net zoals het schilderij van Magritte dat een pijp voorstelt en waaronder staat geschreven: « Ceci n'est pas une pipe. » Of het is zoals de jonge man die op vrijdag geen vlees wenste te eten en dan maar een konijntje onder water hield en zei: « Je te baptise carpe. »

Dat konijntje wordt ongelukkig genoeg geen karper maar valt uiteen in stukjes die niets met elkaar te maken hebben en zal noch op vrijdag noch op een andere dag de honger kunnen stillen.

Gisteren zegde de heer Serge Moureaux dat het opschrift van het ontwerp toch duidelijk aantoonde dat het niets te maken heeft

met de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken. Het opschrift van het ontwerp luidt: Ontwerp van wet houdende wijziging, voor bepaalde gemeenten, van de gemeentewet, de gemeentekieswet, de organieke wet betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, de provinciewet, het Kieswetboek, de wet tot regeling van de provincieraadsverkiezingen en de wet tot regeling van de gelijktijdige parlements- en provincieraadsverkiezingen. Hoewel alle sprekers van de meerderheidsfractie er tijdens hun uitzetting op wijzen wat er nu gaat gebeuren met de taalkennis en het taalgebruik van de politieke mandatarissen in de betrokken gemeenten, zou het ontwerp daar letterlijk niets mee te maken hebben.

Zo'n uitspraak verwondert mij van een goed jurist als de heer Serge Moureaux, die toch weet dat een opschrift geen integrerend deel uitmaakt van een wetsontwerp. Een wetsontwerp wijzigt immers vaak artikelen van verschillende wetten en die artikelen worden dan in de betrokken wetten ingevoegd, zodat het opschrift van het ontwerp in geen enkel wetboek terug te vinden is. De benaming die een regering geeft aan zo'n ontwerp heeft dan meestal betrekking op de finaliteit van het ontwerp. Zo valt bijvoorbeeld een ontwerp van wet ter verbetering van de solidariteit onder de burgers uiteen in verschillende hoofdstukken en het ene hoofdstuk komt dan in de arbeidswetgeving terecht en het andere in het wetboek van de directe belastingen. Al de artikelen van zo'n wetsontwerp hebben echter een gemeenschappelijk doel.

Wanneer men het regeerakkoord leest en de voorbereidende werkzaamheden bij dit ontwerp nagaat, stelt men vast dat het oorspronkelijk de bedoeling was dit ontwerp het faciliteitenontwerp te noemen. Nu is dit echter uit den boze. Het ontwerp valt uiteen in kleine stukjes en de finaliteit ervan is niet direct duidelijk. De regering kan echter de politici die de wordingsgeschiedenis van het ontwerp hebben meegemaakt, niet misleiden. Het ontwerp is immers tot stand gekomen naar aanleiding van moeilijkheden in één bepaalde gemeente. De regering beweert dat de *ratio legis* voor het betrekken van de andere gemeente in het ontwerp in het verleden ligt. Hoe ver moeten wij in het verleden terug gaan om noemenswaardige incidenten in die andere gemeenten terug te vinden? Laten wij het verleden toch laten rusten. De politiek, de *politea*, betekent immers het beheer van de aangelegenheden van de stad of van de Staat en heeft dus alles te maken met de toekomst en niet met het verleden. Natuurlijk hebben een aantal situaties een grondslag in het historisch verleden.

Bij de behandeling van een vorig ontwerp wees ik er reeds op dat alle belangrijke ontwerpen en maatregelen, zoals de staatshervorming, kinderziekten doormaken. De bevolking heeft tijd nodig om zich aan de nieuwe situatie aan te passen. Na de goedkeuring van de taalwetten en van de staatshervorming hebben een aantal van de betrokken gemeenten zich aangepast en functioneren behoorlijk tot voldoening van de burgers, wat toch een eerste *ratio legis* is van het beleid. Normaal zou men die *common sense* die de bevolking heeft opgebracht, moeten belonen en niet bestraffen.

De politici beschouwen Voeren als een microbe die moet worden bestreden en waarvoor een remedie moet worden gevonden. Die microbe heerst echter niet over heel België. Men moet het probleem niet over heel ons grondgebied uitspreiden om te verdoezelen dat het alleen maar om Voeren gaat. De redenen die men aangeeft voor het ontwerp dat wij momenteel bespreken zijn niet de eigenlijke redenen.

Men is overgegaan van het begrip « gebruik » van de bestuurstaal in de in het ontwerp opgesomde gemeenten — men spreekt immers niet alleen over Voeren — naar het begrip « kennis » van de bestuurstaal. Aan de term « kennis » kan men de rechtsterm « vermoeden » koppelen. Het begrip « kennis » is echter in de praktijk niet gemakkelijk te hanteren. Het begrip « gebruik » is tastbaarder, en men kan iemand op heterdaad betrappen. Wat is kennis als men er geen gebruik van maakt?

De Eerste minister heeft in zijn uitzetting in de commissie over het ontwerp het volgende gezegd:

« In het Regeerakkoord werd inderdaad uitdrukkelijk het volgende voorzien: ik heb het reeds gezegd, de taalgrens zoals

vastgelegd in artikel 3bis van de Grondwet en de artikelen 3 tot 6 van de gecoördineerde wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, evenals de taalwetten, blijven ongewijzigd. Dus wij doen opmerken dat het ontwerp niet in het minst afbreuk doet aan het principe van de voorrang van de taal van het gebied en meer bepaald aan de verplichting om die taal te gebruiken voor de administratieve handelingen en aan de gevolgen van het gebruik van een andere taal, namelijk de nietigheid van die handelingen en het ontbreken van enig rechtsgevolg van elke mondelinge tussenkomst in de beraadslagende vergadering die niet gebeurt in de officiële taal van het gebied. En dus het ontwerp bepaalt uitdrukkelijk dat de mandatarissen van de gemeenten met een speciale taalregeling, voor de uitoefening van hun ambt in de taal van het taalgebied waar de gemeente gelegen is, de kennis moeten hebben die nodig is om hun mandaat uit te oefenen.»

Hier zegt hij «kennis» maar eerder zegde hij «gebruik». Dat is niet volkomen in overeenstemming met wat uit de teksten blijkt.

Een van de rapporteurs heeft de aandacht gevestigd op de evolutie van «taalgebruik» naar «taalkennis», met alle gevolgen van dien voor de bewijskracht.

De Raad van State heeft hieromtrent het volgende geschreven: «Het feit dat de regering nu met beperkte geloofwaardigheid verklaart dat wat in het huidige ontwerp voor de gemeenten wordt vastgesteld niet onder de gelding van artikel 59bis, paragraaf 4, valt is zonder enig effect. De regering kan niet bij een verklaring en de wetgever kan niet bij gewone wet de werking van artikel 59bis, paragraaf 4, beperken.»

Ik wil een feit aanhalen dat gisteren gebeurde en dat vandaag in de krant staat. Vanochtend zag ik met grote verwondering in het midden van de eerste bladzijde van een bepaalde krant, in koeien van letters: «De taalwet blijft ongewijzigd.» Ik dacht: die hebben het gevonden, die weten waarom. Dat was niet het geval. Volgens die krant blijft de taalwet ongewijzigd omdat gisteren een motie werd goedgekeurd door de wetgever. De incantaties hebben blijkbaar effect. Plechtige verklaringen volstaan echter niet. Gelukkig leven wij niet in een formalistische rechtsstaat.

Dit soort beweringen moet later niet worden geloofd door diegenen die de non-discriminatie zullen moeten toetsen. Zij zullen zich afvragen waarom dit ontwerp er gekomen is, aangezien het niet te maken heeft met de taalwet, vermits die ongewijzigd blijft. Zij zullen echter vaststellen dat materieel-rechtelijk de taalwet wel werd gewijzigd. Een vertegenwoordiger van de regering verklaarde schriftelijk aan de Raad van State dat de maatregelen bepaald in dit ontwerp eigenlijk een interpretatie van de taalwet, en van de faciliteiten zijn.

Ik heb nog nergens gelezen dat de regering afstand neemt van die verklaring.

Natuurlijk kan een interpretatieve wet de maatregelen die vroeger genomen werden nog versterken. Dat kan tot gevolg hebben dat die maatregelen dan ressorteren onder artikel 59bis, paragraaf 4, van de Grondwet en dus enkel met een tweederde meerderheid kunnen worden gewijzigd.

Gisteren beweerde de Vice-Eerste minister dat dit ontwerp, eens wet, later evident met een gewone wet kan worden gewijzigd. Ik stel echter vast dat mijn amendement gisteren niet werd aangenomen, hoewel het alleen alles wat nu wordt beslist in de *statu quo ante* wilde brengen.

Ik heb me eigenlijk afgevraagd waarom die controversie is ontstaan als de meerderheid toch zo groot is. Wellicht is het te wijten aan het politieke wantrouwen.

Niet iedereen in de meerderheid is even gelukkig met dit ontwerp. Collega Suykerbuyk zei gisteren dat ieder zijn pijn heeft. De verandering van taalstatuut is de pijn van zijn fractie. In de volksmond zegt men dat elk huisje zijn kruisje heeft, maar men voegt er wijs aan toe dat het ene kruis groter is dan het andere. Wij dragen een groot kruis, mijnheer Suykerbuyk. En u hebt ook gezegd dat u niet tot degenen behoort die de torens bouwen maar wel tot degenen die de stenen aanschouwen. Met vele anderen geloof ik dat men de torens niet bouwt met de

stenen die u hebt aangebracht. Ze hebben andere stenen gebruikt. U zult de toren niet herkennen.

De heer Suykerbuyk. — Dat is misschien best.

Mevrouw Herman-Michielsens. — Het is inderdaad misschien best, maar het is geen aangenaam idee.

Mijn PRL-collega heeft gezegd dat de regeling niet goed was voor Wallonië en voor België. Ik was gelukkig dit te horen. Ik zou zelfs zeggen dat ze niet goed is voor Vlaanderen en voor België omdat ik meen dat we noch langs Franstalige kant, noch langs Vlaamse kant het samenleven moeilijker moeten maken dan het al is.

Gisteren werd hier ook gezegd dat de oppositie goed spreken heeft als ze geen alternatief voorstelt. *Hic et nunc* is het niet het moment voor de oppositie om een alternatief voor te stellen, *hic et nunc* is het niet het moment om met de oppositie van over de taalgrens aan tafel te gaan zitten. Maar denk niet dat onze fractie geen oog heeft voor de overzijde van de taalgrens, denk niet dat wij niet klaar zijn om iets voor te stellen waarbij het essentiële wordt behouden.

Een ding hebben wij vorig jaar in oktober niet gedaan: wij hebben geen ultimatum gesteld. Wij waren ook verveeld met Happart. Zijn fratsen bevielen ons niet, maar al dat gedoe rond Voeren woog voor ons niet op tegen het risico van een diepe communautaire strijd en van dwaze institutionele hervormingen.

Het wordt nog erger. Als straks het ontwerp betreffende de overheveling van bevoegdheden door de Kamer wordt overgezonden, zal de kritiek op de wet van 1980 verstommen. We zullen dan merken dat we nu nog veel minder dan in 1980 in staat zijn homogene bevoegdheidspakketten over te dragen aan de Gewesten.

Dit soort problemen leek ons trouwens veel belangrijker dan het beperkte lokale probleem van Voeren waarachter wij geen symboliek zochten. Carrousels zijn nu eenmaal eigen aan een administratieve voogdij. Die administratieve voogdij werd in de wet en vooral in de gemeentewet ingeschreven om tegelijkertijd de autonomie van onze gemeenten te garanderen en toch te vermijden dat deze autonomie tot jungle-toestanden in de Belgische Staat zou leiden.

De administratieve voogdij is, in tegenstelling tot de burgerlijke voogdij, niet preventief. Zij is curatief. De gemeenten mogen zelf initiatieven nemen, maar als hun beslissingen indruisen tegen de wet of tegen het algemeen belang zullen ze worden geschorst. De gemeenten kunnen derhalve volharden in de boosheid en sommige gemeenten hebben dat ook gedaan. Ik denk hier aan het historisch voorbeeld van een Brabantse gemeente waar tot tien keer toe dezelfde gemeentedokter werd aangesteld en de benoeming keer op keer werd vernietigd. Dit feit heeft de kranten en zeker de krantenkoppen niet gehaald omdat het niet gevoelig lag. Het is beperkt gebleven tot een zweer in die gemeente. De kwestie-Voeren lag echter wel gevoelig omdat zij te maken had met de taal en met het communautaire. De regering plaatst nu echter het gezond beleid dat in vele randen taalgrensgemeenten in het belang van de gemeentenaren werd gevoerd, op de helling voor die ene die schuldig is, niet zozeer ter wille van zijn miskenning van de taalwetgeving maar wel wegens het feit dat hij een slechte burgervader is door steeds opnieuw beslissingen te nemen die telkens moeten worden vernietigd. De bevolking van Voeren maakt men wijs dat de moeilijkheden die zij ondervinden niet te wijten zijn aan hun burgemeester maar een gevolg zijn van het feit dat aan de gemeente geen nieuw statuut wordt gegeven. Het optreden van Happart en de symboliek die sommigen daarin menen te vinden, heeft de problematiek opgefokt. De duivel is uit het doosje gekomen en hij kan er niet meer terug in omdat zijn kop te groot geworden is. Een ding had men in elk geval kunnen doen — en in oktober vorig jaar dachten wij in die richting —, namelijk de kwestie beperken tot wat zij was en vooral niet uitbreiden.

De heer Suykerbuyk. — Sta mij toe u even te onderbreken, mevrouw. Ik heb gisteren gesproken over het verleden en niet over de huidige alternatieven.

Mevrouw Herman-Michielsens. — Ik spreek niet over u, mijnheer Suykerbuyk. Anderen hebben gevraagd waar de alternatieven bleven van de oppositie. Ik heb toen gezegd dat een alternatieve regeling werd voorbereid. Historici zullen mij niet tegenspreken wanneer ik zeg dat de Eerste Wereldoorlog niet is uitgebroken door de moord op aartshtog Franz-Ferdinand in Serajevo. Zo was Voeren wel de aanleiding van de jongste regeringscrisis, maar de oorzaken lagen veel dieper.

De heer Suykerbuyk. — Het is niet zeker dat iedereen weet dat het compromis dat door de vorige regering was uitgewerkt doch niet kon worden uitgevoerd, ook niet eenvoudig was en evenmin alleen betrekking had op Voeren, maar tevens op de randgemeenten.

Mevrouw Herman-Michielsens. — Dat compromis was toch niet zo verstrekkend als het huidige en het zou vooral niet tot gevolg hebben gehad dat de betrokken gemeenten zouden worden beheerd op een manier die afwijkt van alle andere gemeenten. Het heeft geen zin in het verslag op te nemen dat de proportionele samenstelling van het schepencollege de beste oplossing is en te stellen dat het systeem in Denemarken toch zo goed werkt. Wij zijn hier in België en onze gemeentewet werkt al 150 jaar uitstekend. Waarom wijzigt men die wet voor 8 gemeenten en niet voor de meer dan 600 andere? De redenen die wordt opgegeven is dat men dan overal samen met vijanden zal moeten werken, niet alleen in de acht gemeenten.

En nadat men zoveel fouten heeft gemaakt tegen het recht, maakt men nu fouten tegen de psychologie. Jarenlang wordt nu reeds de niet erg hoogstaande kroniek van Voeren geschreven. Zij bewijst — en ik spreek mij niet uit ten voordele van de Nederlandstaligen in Voeren — dat het hier om iets zeer persoonlijks gaat waarbij al de inwoners in een van de twee kampen werden ingedeeld en men daar van geen vrede meer wil weten. Welnu, als ik een hond en een kat heb die hele dagen mekaar achtervolgen in de tuin en mekaar bijten en krabben, dan zet ik ze ook niet samen in één mand in de hoop dat ze zullen leren in vrede met mekaar te leven in een kleine ruimte. Zo ook zullen de Franstaligen de Vlaamse schepen een potentieel noemen en ze zullen krabben en bijten. Psychologisch is dat te voorspellen omdat het al altijd zo is geweest. Ik geloof niet dat door het goedkeuren van onderhavig ontwerp van wet plots, als door een goddelijke ingeving, een goede verstandhouding zal tot stand komen. Men zal opnieuw gaan dwarsliggen ten koste van de burgers. Als één schepen niet akkoord gaat — want zo werd het uitgelegd in de commissie — dan komt de zaak voor de gemeenteraad. Daar is natuurlijk een meerderheid en een oppositie, want daar geldt geen consensusregel, en dus worden alle zaken die de burgers aangaan in de openbaarheid gebracht, zaken waarvan anders alleen het schepencollege weet had.

Ook het onweerlegbaar vermoeden van de taalkennis en de mogelijkheid elders te gaan stemmen, zou niets te zien hebben met de taalwetgeving. Mocht dat juist zijn, dan wordt nu alleen maar nutteloos geknoeid, wat onze gemeentewet, onze provinciewet en onze wetgeving op de OCMW's grote schade toebrengt. Het is het ene of het andere, maar we mogen van die acht gemeenten geen *test case* maken om na te gaan hoe een proportionele samenstelling wel zou werken.

Mijn besluit is eenvoudig en ik voel mij gelukkig dat ik in dit besluit dingen kan zeggen die overeenkomen met wat de vorige spreker heeft verklaard, namelijk dat Wallonië deel moet blijven uitmaken van België en dat federalisme ook de Belgische Staat moet behoeden voor uiteenvallen. Ik meen dat hetzelfde geldt voor Vlaanderen. Een onvoorwaardelijk federalisme, een federalisme tot stand gebracht om tot in het absurde te bewijzen dat samenleven niet meer mogelijk is, dat kan niet. De gemeente Voeren zou toch slechts van ondergeschikt belang moeten zijn. Er hebben reeds vele goede gezegingen plaats gehad en ze waren goed omdat de tijd ze heeft tot stand gebracht. Maar nu begeven we ons op glad ijs, ook met het ontwerp van wet dat we volgende week zullen bespreken.

Ik denk aan de jeugdbescherming, aan het samenleven van de Gemeenschappen en aan de verschillende rechtsinstellingen

waar wij terecht fier op zijn, die wij in gevaar brengen. Dit alles gebeurt om onvoorwaardelijk en tot elke prijs tot federalisme te komen.

*De heer Toussaint, eerste ondervoorzitter,
treedt als voorzitter op*

Laten wij de dingen bij de naam noemen. De hoofdbedoeling van het regeerakkoord was eigenlijk een andere meerderheid tot stand te brengen. Dit behoort tot het democratische spel. Voor een partij is het niet eens ongezond om van tijd tot tijd tot de oppositie te behoren. Men heeft dan de gelegenheid alles met andere ogen, meer afstandelijk en kritisch, te bekijken. Maar hoe dan ook, de verandering van coalitie zal op sociaal-economisch vlak een teloorgang betekenen. Wij zullen gelijk krijgen, maar te laat. Dat het aantreden van de nieuwe meerderheid gepaard moest gaan met een dergelijk mutilieren van onze instellingen, is meer dan erg. De huidige meerderheid zegt niet wat ze werkelijk op het oog heeft. De regering blijft ten aanzien daarvan stom. Hoewel de evidentie zo klaarblijkelijk is, wordt het Parlement verzocht zichzelf te overtuigen door middel van de methode-Coué en te zeggen: «neen, neen, neen, de taalwetten zijn niet gewijzigd». Ik vind het treurig dat zelfs een beetje luciditeit ontbroken heeft in de meerderheidspartijen. (*Applaus.*)

M. le Président. — La parole est à M. Serge Moureaux.

M. S. Moureaux. — Monsieur le Président, avant d'aborder, à proprement parler, le fond du débat, j'évoquerai brièvement le travail accompli au Parlement et le ferai notamment par rapport au diagnostic extrêmement sévère que posait, hier matin, dans *Le Soir*, un journaliste, M. Bricman, sur le rôle et l'action du Parlement, en cette fin de session.

Il écrivait: « Désormais, le pouvoir législatif appartient aux ministres du Roi sous le contrôle occasionnel des Chambres. » Il poursuivait: « Sept articles de la Constitution ont déjà été révisés à la sauvette. » D'après lui, tout cela a été expédié en trois semaines, ce qui, à son avis, est sinistre!

Je lui répondrai que je ne partage absolument pas son appréciation, tant en fait que sur le plan politique.

En fait, je n'ai pas du tout le sentiment que les articles de la Constitution aient été révisés à la sauvette. J'ai personnellement fait rapport au sujet de la révision d'un de ces articles et la relation des débats très approfondis, en commission notamment, tant sur le plan juridique que sur le plan politique, permet de dire que le Parlement, ou en tout cas le Sénat, est allé au fond des choses. Même s'il n'y a pas toujours foule dans cette assemblée, nous avons eu, à propos de la révision des articles relatifs au Pacte scolaire et à la communautarisation de l'enseignement, une discussion très approfondie sur des problèmes tout à fait fondamentaux. Ceux qui suivent les débats parlementaires en séance publique et hantent les couloirs des commissions, savent qu'aussi bien l'opposition que la majorité font leur travail correctement.

La commission a d'ailleurs consacré pratiquement 38 heures de discussion au présent projet. C'est, vous en conviendrez, le contraire de l'absence de débat et d'une décision prise à la sauvette!

Il est vrai que sur le plan politique, on a critiqué, voici quelques années, le travail de notre assemblée en ces termes: « Le Sénat ne travaille pas assez vite; il n'est pas adapté aux exigences de la politique contemporaine; il utilise des méthodes archaïques. Si l'on veut légiférer dans des délais compatibles avec la marche d'un Etat moderne, il faut recourir aux pouvoirs spéciaux. » C'est ce que nous avons connu pendant très longtemps, trop longtemps, à nos yeux.

Aujourd'hui, sous l'impulsion de la majorité et sous la férule très active, très attentive et très efficace de notre président, le Parlement relève le défi et s'efforce de démontrer qu'il est possible de légiférer correctement, sans recourir aux pouvoirs spéciaux, et de s'adapter aux exigences d'un Etat moderne.

Mme Delruelle-Ghobert. — Je m'étonne, monsieur Moureaux, que vous disiez cela sans rire. Vous ne pouvez prétendre qu'il y a eu un véritable débat parlementaire en commission. Il y eut — j'en conviens — quelques interventions dont vous avez établi le calcul en heures, mais jamais il n'y eut de véritable débat.

M. S. Moureaux. — Il est vrai que je ne vous y ai pas vue souvent.

Mme Delruelle-Ghobert. — Alors, vous êtes aveugle, monsieur Moureaux, car je siégeais en commission du matin au soir et mon groupe a d'ailleurs introduit une série impressionnante d'amendements. Ont-ils jamais fait l'objet d'un seul examen? Ont-ils jamais été retenus? Nous avons demandé que certains experts soient entendus. L'ont-ils été?

Ce qui s'est passé en commission, c'est véritablement une caporalisation de la majorité et non un véritable débat. Combien de membres de la majorité ont-ils pris la parole? Très peu; vous peut-être?

M. S. Moureaux. — Si je vous comprends bien, les membres de la majorité n'ont pas pris la parole pendant les 38 heures, mais ceux de l'opposition n'ont rien eu à dire non plus. Je ne comprends vraiment pas ce que vous êtes en train d'expliquer.

Mme Delruelle-Ghobert. — Qu'il n'y a pas eu de véritable débat!

M. S. Moureaux. — Il est vrai que les débats en commission ont lieu à huis clos, mais il n'empêche que les partis d'opposition se sont exprimés très complètement.

Vous affirmez, en fait, qu'ils n'ont rien dit d'utile car, s'il n'y a pas eu débat, cela ne peut être imputable qu'à l'opposition que personne n'a empêché de s'exprimer.

Mme Delruelle-Ghobert. — Nous n'avons pas reçu de réponse.

M. S. Moureaux. — C'est vrai que lorsque l'opposition, à la Chambre, quitte la commission et ne s'exprime plus, elle prend ses responsabilités. Mais le débat a eu lieu et, madame, veuillez m'excuser de vous dire qu'en commission on a modifié plusieurs articles de ce projet, notamment, les articles 5, 7 et 9.

Mme Delruelle-Ghobert. — Trois amendements...

M. S. Moureaux. — Or, au moment où, notamment à l'article 5, on supprimait le troisième paragraphe, un membre de l'opposition, membre de votre parti, a déclaré: «Voilà bien la preuve, puisqu'il faut modifier un article, que le gouvernement a déposé un projet mal préparé, mal ficelé et insuffisamment réfléchi!»

Cela veut dire que vous faites flèche de tout bois ce qui, bien entendu, est le droit de l'opposition. Lorsqu'on modifie un projet, parce que nous voulons faire un travail parlementaire sérieux, vous y voyez la preuve que le gouvernement a accompli une œuvre hâtive et bâclée. Il faut savoir ce que vous voulez!

Nous avons, quant à nous, la conviction d'avoir accompli un travail parlementaire sérieux.

C'est vrai, bien entendu, que dans la mesure où les amendements de l'opposition modifient la structure politique d'un projet, ils ne peuvent être reçus par la majorité, mais dès l'instant où l'opposition a apporté des éclairages utiles au projet et a souligné des imperfections techniques, il en a été chaque fois tenu compte, vous le savez fort bien.

On ne peut, je crois, me démentir à cet égard. Nous sommes en train de faire la démonstration — et cela vous gêne, bien entendu, puisque vous avez été les artisans des pouvoirs spéciaux...

Mme Delruelle-Ghobert. — Je vous arrête, nous sommes en Constituante, monsieur Moureaux.

M. S. Moureaux. — ... qu'il y a moyen de légiférer complètement sans pouvoirs spéciaux.

Mme Delruelle-Ghobert. — Nous n'avons jamais recouru aux pouvoirs spéciaux pour la réforme de l'Etat. Le gouvernement a eu recours aux pouvoirs spéciaux pour des matières essentiellement économiques et sociales, mais une réforme de l'Etat de cette envergure n'a jamais, je le répète, été réalisée par le biais de pouvoirs spéciaux. Nous sommes, je le rappelle, en Constituante.

En réalité, nous assistons actuellement aux pouvoirs spéciaux parlementaires.

M. S. Moureaux. — Je comprends très bien que tout cela vous gêne, mais j'ai constaté, madame, qu'au cours de leurs travaux récents, le Sénat et la Chambre ont été capables, en quinze jours, de voter une loi pour préparer la rentrée scolaire. Vous avez, par contre, eu besoin de pouvoirs spéciaux pour ce faire. La majorité actuelle a donc été capable de faire voter, en quinze jours, par le biais de débats très sérieux, auxquels j'ai assisté au Sénat, en commission, une loi qui actualise les législations nécessaires à une rentrée scolaire satisfaisante.

Mme Delruelle-Ghobert. — Qui reprenait toute la réglementation qui avait été votée préalablement par le recours aux pouvoirs spéciaux, je le reconnais.

M. S. Moureaux. — Je comprends fort bien que vous soyez gênée par cette démonstration et que vous fassiez beaucoup de bruit à ce propos à l'extérieur. Nous aurons d'ailleurs tout vu au cours de ces débats. Récemment, nous avons même vu un amendement déposé par l'intermédiaire de la presse, alors que son prétendu auteur ne mettait même pas les pieds en commission!

Mme Delruelle-Ghobert. — Oui, mais il s'agit d'un parlementaire de la majorité!

M. S. Moureaux. — Ceux qui sont venus en commission, madame, et qui ont participé au débat savent très bien que le débat parlementaire a été parfaitement correct, mais qu'il s'est déroulé à un rythme rapide compatible avec les nécessités imposées par le programme très lourd du gouvernement. Telle est la vérité. Nous avons fait la démonstration que le régime parlementaire peut parfaitement fonctionner, en Belgique, si la majorité existe et si elle est capable de gouverner. En réalité, cela vient d'être démontré, la majorité précédente, votre majorité, n'existait pas car elle a dû recourir aux pouvoirs spéciaux pour faire semblant d'exister, et prendre des décisions qui, au Parlement, n'auraient jamais été approuvées.

J'en viens, à présent, au projet en discussion qui constitue la condition de tout le reste. Sans lui, on doit le savoir et la majorité le sait, pas de réforme fiscale ni de l'Etat, pas de communautarisation de l'enseignement, pas de fédéralisme qu'on l'appelle d'union, radical ou intégral, pas de statut pour Bruxelles, pas de budget pour 1989 et, *last but not least*, plus de gouvernement.

En effet, qui nous fera croire qu'il soit possible d'agir autrement, de se passer d'un tel projet ou, ce qui est préférable, de le rendre meilleur pour les uns comme pour les autres?

Médire de ce projet sans aller plus loin dans la réflexion, le traiter de *patchwork*, de monstre, d'absurdité, le qualifier d'indécemment et de lamentable, cela mène où, cela conduit à quoi? Personnellement, j'attends une réponse à cette question de toutes les oppositions et d'abord de l'opposition libérale. Car ce projet est le constat de son échec, de son défaut d'analyse, en un mot comme en cent, de l'erreur d'appréciation de Jean Gol. Ce dernier a cru que l'affaire Happart-Cappart était médiocre, sans portée ni contenu et qu'on pouvait la résoudre isolément, à la va-vite, entre deux portes, comme un méchant problème individuel dont on se débarrasse en le niant, voire en l'exorcisant.

Personnellement, que je sois dans l'opposition ou dans la majorité, j'ai toujours répété le contraire. Dès qu'elle est née, j'ai soutenu que cette affaire pouvait se résoudre avec le parti socialiste, mais dans le cadre d'une négociation plus vaste, prenant en compte la véritable dimension du problème. En effet, il n'est pas et n'a jamais été un vulgaire problème de personnes, mais une affaire qui met en jeu, de part et d'autre, des principes jugés essentiels au sein de chaque Communauté.

C'est pourquoi toute solution qui se limite un peu vulgairement à résoudre uniquement les problèmes individuels est vouée à l'échec. Tel est d'ailleurs le cas de la proposition des cinq bourgmestres, et j'y reviendrai.

Au départ se situent deux conceptions qui, à première vue, sont radicalement inconciliables. Du côté de la Flandre, on croit à l'homogénéité linguistique des Régions, à une sorte de territorialité intransigeante de la langue. Du côté francophone, on tient comme à la prunelle de ses yeux au personnelisme linguistique et à la primauté de la démocratie électorale.

Le projet, comme ce qui l'accompagne, est un compromis *sui generis* entre ces deux thèses extrêmes qu'il consacre simultanément; compromis douloureux pour chacun puisque, dans l'une ou l'autre de ses dispositions, il donne raison à ce qu'il est convenu de nommer l'adversaire. Il est, dès lors, commode — c'est vrai — de le critiquer, et beaucoup ne s'en privent pas.

Le projet consacre donc l'idée de la primauté de la langue de la Région et, dès lors, l'obligation de la connaître pour tous ceux qui, à quelque titre que ce soit, agissent comme autorité administrative individuelle.

Il faut, dit le texte, « avoir de la langue de la Région la connaissance nécessaire à l'exercice du mandat ». Satisfaction modérée est ainsi donnée à la thèse flamande.

Mais le compromis consacre en même temps la notion de démocratie électorale en affirmant que l'élection directe du mandataire fait preuve définitive de sa connaissance linguistique. L'élection indirecte ou la nomination n'accordent qu'une présomption imparfaite, la preuve contraire pouvant, à ce moment, être rapportée dans certaines limites de temps et dans des cas précisés par la loi. Satisfaction modérée est ainsi donnée à la thèse francophone.

Cela s'accompagne de deux grandes idées supplémentaires qui sont consacrées comme des sœurs ennemies dont on ferait des sœurs jumelles. D'une part, la Flandre entend désormais être maîtresse chez elle: c'est le transfert de la tutelle aux Régions, dans le projet actuellement en discussion à la Chambre. D'autre part, l'existence des minorités francophones protégées en Flandre est pérennisée: c'est ce que l'on a appelé « le bétonnage des facilités » que nous avons voté précédemment.

Tout cela sonne bien neuf et est très audacieux, comme si l'accentuation du fédéralisme conduisait subitement à un plus grand respect de l'autre, à une plus grande confiance en lui. J'ai parlé et reparlerai du Pacte de New York. Je crois que désormais — et cela n'a pas toujours été le cas — la Flandre est mûre pour l'appliquer elle-même à sa minorité francophone. Confiance ou illusion? Les deux, peut-être.

Il est vrai que l'accord revêt, à certains égards, des allures de pari. C'est notamment le cas pour les importantes concessions que les francophones ont consenties en contrepartie de l'élection directe des échevins: le statut proportionnel des collèges et la règle du consensus. C'est vrai que nous n'aimons guère cela, comme d'autres n'aiment pas la présomption irréfutable. Mais voilà bien des concessions réciproques qui se font écho et s'épaulent.

Désormais des échevins francophones et flamands cohabiteront obligatoirement à Fourons et dans les six communes. Songeront-ils — la question a encore été posée hier — à l'intérêt de leurs administrés ou à perpétuer l'affrontement? L'avenir le dira. Mais les conditions d'une paix durable seront réunies; les francophones ne doivent plus craindre d'être chassés à terme, les Flamands d'être tenus à l'écart de la gestion.

C'est cela, théoriquement, la pacification, sauf, pour les uns, à perpétuer l'illusion du retour à Liège ou du rattachement à Bruxelles. Sauf, pour les autres, à envisager la solution finale de l'extermination morale de tous les francophones de ces communes.

Ce qui me plaît dans la solution intervenue — je ne m'en cache pas — c'est qu'elle privilégie l'avenir sur le présent, pour les uns comme pour les autres. Elle parie sur le désir d'entente des nouvelles générations au détriment du confort et de l'égoïsme de quelques hommes en place.

La proposition des bourgmestres des cinq communes était significative. Ils ne conservaient la présomption irréfutable que pour les échevins en place. Tant pis pour l'avenir, tant pis pour demain, pourvu que leurs petits privilèges actuels soient préservés quelques semaines, quelques mois, voire quelques années encore. Comment le PRL et le FDF ont-ils pu souscrire à cette misérable et mesquine tentative qui sacrifiait l'essentiel des principes à l'intérêt personnel mal compris de quelques-uns?

Ceux qui, comme moi, voteront ce projet en reconnaissent les imperfections et les limites. Ils savent que la pacification n'est pas assurée et que de nouveaux foyers de tension peuvent surgir demain. Ils ne croient pas aux miracles mais sont également conscients de ce qu'il n'existe aucune « contre-solution ».

J'ai dit qu'il s'agissait d'un accord *sui generis*. Il est évident que personne n'y retrouve entièrement sa thèse. Comme je l'ai également précisé, le texte reconnaît l'exigence de la connaissance de la langue de la Région, mais — et c'est important — a soin d'éviter de confondre la primauté et l'exclusivité de la langue de la Région. Il ne se laisse pas prendre au piège de l'interprétation de l'article 3bis de la Constitution.

En effet, donner à cet article constitutionnel une interprétation à ce point extensive que l'usage exclusif de la langue de la Région en serait imposé à tous les mandataires politiques va à l'encontre de la Constitution elle-même. Pour s'en rendre compte, il suffit de relire celle-ci attentivement. L'article 59bis, paragraphe 4, stipule clairement que « les décrets pris en application du paragraphe 3 ont force de loi respectivement dans la Région de langue française et dans la Région de langue néerlandaise, excepté en ce qui concerne les communes ou groupes de communes contigus à une autre Région linguistique et où la loi prescrit ou permet l'emploi d'une autre langue que celle de la Région dans laquelle ils sont situés. »

La Constitution consacre donc la possibilité pour la loi de prescrire ou de permettre l'emploi d'une autre langue que celle de la Région. Par conséquent, le législateur pourrait parfaitement décider que, dans les communes de la périphérie ou dans les communes à statut spécial, les débats doivent se dérouler dans les deux langues.

C'est dire qu'on ne peut soutenir en aucun cas — certains l'ont audacieusement fait — que le projet excéderait les règles constitutionnelles issues de l'article 3bis de la Constitution puisqu'un article constitutionnel tout à fait spécifique habilite le législateur, à prendre dans cette matière, des décisions qui iraient bien au-delà de ce qui est prévu ici.

Il est d'ailleurs curieux de constater que, lorsqu'ils examinent le problème de la compatibilité de l'article 3bis de la Constitution, dans le cadre de leur interprétation, par rapport au droit international, les mêmes membres du Conseil d'Etat qui ont soutenu l'inconstitutionnalité du projet se réfèrent uniquement à l'article 27 du Pacte international relatif au droit civil et politique, établi à New York le 19 décembre 1966. Ils auraient pu — et dû — se référer également aux articles 25 et 2 du même pacte, qui donnent à tout citoyen, et ce « sans aucune des discriminations visées à l'article 2 », la possibilité de « prendre part à la direction des affaires publiques, soit directement, soit par l'intermédiaire de représentants librement choisis », « de voter ou d'être élu au cours d'élections périodiques, honnêtes,

au suffrage universel et égal et au scrutin secret», et « d'accéder... aux fonctions publiques de son pays ».

L'article 2 auquel se réfère explicitement cet article 25 précise que « les Etats parties au présent pacte s'engagent à respecter et à garantir à tous les individus se trouvant sur leur territoire et relevant de leur compétence les droits reconnus dans le présent pacte, sans distinction aucune, notamment de race, de couleur, de sexe, de langue, de religion, d'opinion politique ou autre ».

Il est donc clair que le droit international s'oppose à l'établissement d'une discrimination quelconque dans le choix des élus, que ce soit en fonction de la couleur de la peau ou de la connaissance de telle ou telle langue. Et l'on peut donc affirmer que c'est dans le droit international que peut être puisé le fondement juridique de l'irréfragabilité de la présomption de connaissance de la langue pour les élus. Le droit international lui-même atteste de la capacité présumée d'exercice de la fonction, sans discrimination quelconque dans le chef des élus.

Le projet en discussion impose la connaissance de la langue de la Région nécessaire à l'exercice du mandat, je le répète. On exige donc uniquement de l'élu la capacité de poser des actes administratifs légaux et valables. Je crois qu'il faut toujours souligner qu'il ne s'agit pas d'une connaissance personnelle, approfondie ou non, suffisante ou pas de la langue de la Région, mais bien de la capacité de poser des actes administratifs valables.

Il me semble que c'est à juste titre que tout cela a été prévu dans le projet étant donné que, dans le système constitutionnel belge, le pouvoir du législateur pour réglementer l'emploi des langues n'est pas illimité. L'article 23 de la Constitution garantit la liberté de l'emploi des langues et ne permet sa réglementation que dans des cas limités, pour les « actes de l'autorité publique » et pour « les affaires judiciaires » sans préjudice des trois matières limitées prévues à l'article 59bis de la Constitution.

J'estime donc, à l'inverse de ce qui semble résulter de l'exposé des motifs du gouvernement, que même s'il en avait eu l'intention, le gouvernement ne pouvait pas demander au législateur de créer, à partir de la connaissance de la langue, une condition d'éligibilité. Le constituant ne permet pas au législateur d'imposer la connaissance d'une langue comme condition d'éligibilité, car le législateur n'a pas la possibilité d'imposer une connaissance *in abstracto* d'une langue aux personnes et aux élus. C'est ce qui entraîne également la logique de la présomption irréfragable.

D'aucuns, notamment certains membres du Conseil d'Etat, ont soutenu que cette présomption consacrerait en quelque sorte un artifice. Je pense, au contraire, qu'elle consacre une réalité, à savoir que la volonté de l'électeur fait automatiquement présumer, dans tous les domaines, la capacité de l'élu. En effet, dans notre système démocratique, l'élection est le critère de capacité de l'élu. Seul l'électeur peut renverser, à l'élection suivante, la présomption de capacité d'exercice du mandat. C'est ça la démocratie du suffrage universel: l'élu est présumé capable d'exercer son mandat et s'il s'en révèle incapable à l'usage, si je puis m'exprimer ainsi, c'est l'électeur qui détient la sanction et le renouvellement du mandat.

Nous voterons donc ce projet, sans optimisme exagéré, mais également sans pessimisme malsain; nous le ferons aussi pour permettre au gouvernement de mener à leur terme les tâches importantes qu'il s'est assignées. (*Applaudissements.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Dierickx.

De heer Dierickx. — Mijnheer de Voorzitter, wij hadden reeds de gelegenheid om van op dit spreekgestoelte onze algemene opmerking en kritiek over deze staats hervorming te uiten.

Samen met een bekend politiek leider vrezden wij dat wij in deze zotte zomer heel wat ondoordachte beslissingen aan het nemen zijn. Ik vind het dan ook jammer dat de BRT zo weinig aandacht meent te moeten besteden aan de debatten die hier worden gevoerd. Gisteravond en vanochtend werd er in de nieuwsuitzending van de BRT-radio alleen vermeld dat het parlementair debat over deze belangrijke staats hervorming « zijn

gewoon gangetje ging ». Ik vind dit een bijzonder laatdunkende uitspraak. De vertegenwoordigers van de meerderheid en van de oppositie zeggen vaak interessante dingen en de burger die deze staats hervorming wil volgen, heeft het recht te weten waarover wij het oneens zijn. Het is niet goed dat de openbare omroep er zo weinig aandacht aan besteedt.

Mijnheer de Voorzitter, mijnheer de minister, behorend tot de Groene fractie wil ik mij niet plaatsen op een Belgisch standpunt, op een Vlaams-nationalistisch standpunt of op een Waals of Franstalig standpunt. Ik bekijk de problemen vanuit twee wel bepaalde gezichtshoeken. Ik bekijk ze als Groen pacifist en als democraat, als drager van het Groene, democratische gedachtegoed.

Als pacifist zeg ik dat wij door het stichten van acht onrusthaarden niet zullen bijdragen tot de pacificatie in ons land. Anderzijds sta ik op het standpunt dat dit tweeledige federalisme door de dialectiek van zijn structuren nooit tot pacificatie zal leiden. Vandaag nog lezen wij in de krant dat de Vlaams-nationalistische partij opnieuw vraagt ook de sociale zekerheid te communautariseren.

Deze vraag komt niet onverwacht, maar ligt, zoals ik heb gezegd, in de dialectiek van de structuren. Zij ligt in de lijn van een Vlaams-nationalistische politiek. De andere vertegenwoordigers van de meerderheid beperken er zich toe te antwoorden dat zulks niet zal gebeuren. Als een politieke formatie een theorie ontwikkelt om aan te tonen waarom iets moet gebeuren, volstaat het niet te zeggen: dat zal niet gebeuren. Tegenover zo een theorie moet een andere theorie worden geplaatst, die verklaart waarom de sociale zekerheid wel nationaal moet blijven, zelfs wanneer met cijfergegevens — die in onze maatschappij zo een grote indruk maken — voor federalisering van die sector wordt gepleit.

Wij staan ook tegenover een contradictie. Enerzijds, beweert de regering dat zij gekant is tegen separatisme — daar is onlangs nog een rel over geweest — en, anderzijds, sticht zij onrusthaarden die het streven voor scheiding zullen rechtvaardigen en creëert zij structuren die door hun dialectiek in normale omstandigheden moeten leiden tot het ongewenste separatisme. Wij vragen dat er ter zake meer logica zou zijn.

In de commissie zegde ik reeds dat grote staatslieden niet alleen gekenmerkt worden door hun capaciteit om conflicten op te lossen, maar ook door hun capaciteit om conflicten in het leven te roepen en in stand te houden om aldus verder verwijderde doelen te realiseren. Denken wij, bijvoorbeeld, aan de behoefte van Charles de Gaulle aan de Amerikaanse tegenstander. Zo zijn er talrijke voorbeelden van conflicten gecultiveerd door bepaalde staatslieden. De staatslieden met deze capaciteit vinden wij hier echter niet terug bij de christendemocraten of de socialisten, maar in andere partijen.

In de commissie zegde ik ook dat de regering op het punt staat een model van een grensconflict in het leven te roepen tussen de Vlaamse en de Franse Gemeenschap, niet alleen in Voeren, maar nu ook in de zes randgemeenten. Het zal een voorbeeld van een klassiek grensconflict worden omdat de partijen die in het conflict verwickeld zijn, te werk zullen gaan met agressiviteit gedragen door een goed geweten. De Franstaligen zullen een goed geweten hebben omdat zij zich kunnen beroepen op de wet die wij nu bespreken en de Vlamingen omdat zij zich herinneren dat de faciliteiten moesten afsterven. De Vlamingen in deze gemeenten zullen worden gesteund door een Vlaamse Executieve, die op basis van artikel 56 van de gemeentewet zal proberen op te treden tegen onwettige mandatarissen en die het oneigenlijke administratieve toezicht, dat bestaat in het al of niet toekennen van financiële middelen, zal aanwenden om druk uit te oefenen op randgemeenten bestuurd door Franstaligen.

Er zal een grensconflict rijzen dat niet zal kunnen worden vergeleken met bijvoorbeeld het grensconflict tussen Italië en Oostenrijk in de Alto Adige of Zuid-Tirol. Daar hebben de Italianen een enigszins slecht geweten. Het gaat immers om het grote Italië en het kleine Zuid-Tirol. Hier zal dat niet het geval zijn. De agressiviteit zal aan beide kanten even groot zijn — ik

ben een beetje pessimist — wat niet goed is voor het beslechten van een conflict.

Mijn beschouwingen in verband met het begrip conflict zijn zeer genuanceerd. U gaat mij wellicht betichten van een zekere contradictie. De conflicten worden in België in het leven geroepen en in stand gehouden om in de toekomst nieuwe overheveling van middelen en van bevoegdheden te wettigen. Omdat er geen oplossing is voor het probleem worden de frustraties van en in de gemeenschappen gecompenseerd door overhevelingen en wordt de verontwaardiging van de partijen gesust door het geven van meer middelen en meer macht. Het « kleine » lokale probleem in de Voerstreek is aanleiding voor enorme machts-overdrachten. Nu zullen grotere conflicten in meer gemeenten nog grotere machtsheerkavelingen wettigen en verder bijdragen tot uitholling van de democratie. Dat is mijn pessimistische visie.

Er is echter ook een optimistische visie, die aansluit bij wat professor François Perin zegt, namelijk dat deze conflicten de Belgen samenhouden en bijdragen tot het vermijden van de definitieve scheiding. De Vlaamse Gemeenschap zal immers de zeven randgemeenten nooit willen afstoten en de Franstalige Gemeenschap zal het Belgische staatsbestel moeten handhaven om haar Franstalige medeburgers in die gemeenten een minimum aan steun te kunnen blijven verlenen. Ik vind dat zeer geraffineerd. Mijnheer de minister, waarschijnlijk bent u in de grond van uw hart een groot unitarist en hebt u de zaken zo laten verlopen ervan uitgaande dat de gemeenschappen onder elkaar wel ruzie zullen maken maar samen zullen blijven omdat structuren en de conflictsituatie een definitieve scheiding onmogelijk maken.

Bij een vergelijking van het politieke denken van de meerderheid en dit van Agalev/Ecolo onder meer in verband met de taalproblemen in de betrokken gemeenten, wat de heer Lannoy gisteren nog heeft toegelicht, zal u moeten toegeven dat de groene voorstellen op een hoger niveau staan. Wij gaan uit van de mogelijkheid « vertrouwen te geven », aan de gemeenten, aan het kiezerskorps van die gemeenten en aan het democratisch debat in die gemeenten.

Ons voorstel in verband met de aanwijzing van de burgemeesters was niet bijzonder gecompliceerd, maar velen hebben in de coulissen gezegd dat het een goed voorstel was. Wij wilden de burgemeesters in die gemeenten laten voorstellen met een dubbele meerderheid, weliswaar met beperkingen. Dat systeem zou hebben gefunctioneerd.

De vertegenwoordigers van Ecolo en Agalev hebben nooit gezegd dat de mandatarissen van de betrokken gemeenten voltijds Frans of voltijds Nederlands mochten spreken en dat ze geen rekening moesten houden met de minderheden. Integendeel, wij hebben gezegd dat de mandatarissen uitzonderlijk de andere taal mochten spreken maar dat zij in elk geval blij moesten geven van democratische communicatieloyauté en taalhoffelijkheid. Velen hebben alleen het woord taalhoffelijkheid onthouden en gedacht dat het om een beleefdheidsformule ging, maar zij hebben vergeten ons voorstel te lezen en zij hebben in elk geval nagelaten het advies van de Raad van State over dit voorstel te lezen. Dat advies werd door iedereen positief en constructief bevonden. Velen, onder wie mevrouw Neyts, en ook vertegenwoordigers van de meerderheid, hebben gezegd dat dit voorstel de oplossing inhield, niet alleen voor ons land, maar ook voor Europa dat streeft naar eenheid, voor vele instellingen die meertalig zullen zijn en voor vele grensgebieden.

De heer Erdman heeft gisteren een oproep gedaan tot samenwerking. Ik ben het daar natuurlijk mee eens, ander zou ik geen pacifist zijn. Het volstaat echter niet in algemene termen een oproep te doen tot samenwerking en samenhang. Wij moeten verder gaan en, zoals de heer Hasquin, kritiek uitoefenen op bepaalde vormen van politiek denken die zich hebben ontwikkeld sinds de achttiende eeuw. Sommige denkers uit de achttiende eeuw en later vergeleken het volk, de natie met een lichaam, een lichaam met een hoofd, een hart, ledematen, een ziel, een psyche. Dat lichaam had een verleden en een toekomst, kon gelukkig zijn, of ongelukkig, kon schuldgevoelens koesteren

of trots zijn op zijn geschiedenis. *Die Bewältigung der Vergangenheit* heet dat in het Duits.

Wij moeten ons natuurlijk hoeden voor dit nationale denken in lichamelijke termen, ontwikkeld door Fichte, door Hegel en later door Othmar Spann en waaraan ook Jean-Jacques Rousseau zich heel even heeft bezondigd. Wij moeten een middenweg vinden tussen het universalisme van Othmar Spann, dat tot het fascisme heeft geleid en het individualisme. Volgens Spann bestaat de gemeenschap vóór het individu en bestaat het individu slechts in functie van en door de gemeenschap. Ik ben tegenstander van dit soort universalisme en kies voor het individualisme. Anderzijds ben ik wel voor het *ius soli*, maar geloof dat het verenigbaar is met een beperkt *ius personae*. Wie onze voorstellen bestudeert zal merken dat de Groenen deze twee begrippen verzoenen door aanwending van de soepele formules die wij huldigen.

Wij weten dat onze Franstalige landgenoten er prat op gaan te behoren tot de Franstalige Gemeenschap en drager te zijn van de Franse taal en van de Franse cultuur. Ik vind het echter ongepast dat zij daar een verdienste in zien. Zij genieten van een voordeel dat hun door de geschiedenis werd geschonken.

Zo moeten de Vlamingen ook weten dat hun numerieke overmacht, hun economisch en sociaal overwicht en misschien zelfs hun cultureel en sportief overwicht op Wallonië niet te beschouwen is als een verdienste. Het toeval wil bijvoorbeeld dat alle zeehavens zich in het Vlaamse landsgedeelte bevinden. Het is niet de verdienste van de Waalse Gemeenschap dat zij de Franse taal heeft gekregen, een taal die een groter uitstralingsvermogen heeft dan het Nederlands, al weten wij niet hoe lang nog. Er gaat veel verkeerd in ons land omdat men door het huldigen van een bepaalde politieke theorie prat gaat op zaken waaraan men eigenlijk geen verdienste heeft.

Ik ben het eens met de noodzakelijkheid van samenwerking en samenhang, maar er moeten ook intellectuele inspanningen worden geleverd om het klassieke staatkundig denken te bekampen dat is ontstaan op het einde van de achttiende eeuw. Oproepen tot samenwerking en samenhang hebben zin als ze samen gaan met een kritiek van het gangbare nationaal staatkundig denken.

De heer Kelchtermans treedt opnieuw als voorzitter op

Heel wat juristen hebben vandaag in naam van de meerderheid, gezegd: « Wij hopen dat het goed gaat » of « Wij koesteren de hoop dat er niets mis zal gaan. » Dat is geen taal van juristen, noch van institutionalisten, maar eerder van maatschappelijke werkers. Zij die wetten maken, statuten voor rechtspersonen of een Grondwet, koesteren niet de hoop dat de mensen engelen zullen zijn. Zij moeten zich afvragen wat er zal gebeuren indien er iets mis gaat, en wat er bijvoorbeeld zal gebeuren wanneer in een gemeente iemand stelselmatig gaat dwarsliggen. Hopen dat alles goed zal gaan, dat niemand zal gaan dwarsliggen, zoals vele woordvoerders van de meerderheid hier hebben gezegd, is geen juristentaal.

Daarom stelde ik me op als pacifist, nu geef ik een aantal beschouwingen als democraat, en als basisdemocraat.

Het federalisme dat wij nu invoeren leidt niet tot een verrijking van de democratie maar tot een verschraling en zelfs tot een verkrotting ervan. De heer Lannoy zegde het gisteren zachter toen hij het had over *l'érosion de la démocratie*.

Ik weet niet met zekerheid of de maatregelen in verband met de acht gemeenten zullen leiden tot meer rust of tot meer onrust. Ik weet wel met zekerheid dat dit federalisme afbreuk doet aan de democratie en ze uitholt.

Mijnheer de Voorzitter, op een bepaald ogenblik — ik was toen misschien een beetje te schamper — heb ik de vrees uitgesproken dat van België één grote « intercommunale » zou worden gemaakt. Vandaag wordt mijn vrees bevestigd. We staan inderdaad op het punt van ons land één grote « intercommunale » te maken. Ik zal enkele feiten aanstippen om aan te tonen hoe wij bijna stelselmatig het open, democratisch, publiek debat vervangen door andere besluitvormingsstelsels die meer

aanleunen bij het besluitvormingssysteem van een intercommunale vereniging dan bij dat van een open democratie. En dat geldt niet alleen voor het gemeentelijke niveau. De nationale regering, die toch nog altijd een belangrijke rol speelt in het democratisch debat en in de democratische besluitvorming, krijgt in ons systeem geen steun meer, geen kritiek meer, en wordt niet meer gesanctioneerd door nationale partijen. Dit heeft tot gevolg dat steeds meer problemen moeten worden geregeld in het regeerakkoord en dat regeerakkoorden steeds volumineuzer worden en steeds meer bepalingen bevatten. Omdat de regering niet meer de steun heeft van nationale partijen voor nationale beslissingen moet zij zoveel mogelijk regelen in de regeerakkoorden en vervolgens eisen dat de partners zich aan het regeerakkoord krampachtig vastklampen omdat er geen andere methode is om te regeren. Dit leidt tot volmachten en tot kaderwetten en zoals ik daar straks reeds heb gezegd, tot regeerakkoorden die men door dik en door dun moet verdedigen omdat het eigenlijk het enige is waar men zich aan kan vasthouden. Deze voor de democratie nefaste toestand vloeit voort uit het ontbreken van nationale politieke partijen die voorbereidend en steunend werk verrichten in verband met nationaal te nemen beslissingen.

Het gaat zelfs zo ver dat in dit systeem nationale ministers beslissingen kunnen nemen die wrevel verwekken in het andere landsgedeelte, namelijk in dat landsgedeelte waar hun partij niet aan de verkiezingen deelneemt. Dat hebben wij onlangs meegemaakt met de beslissing van minister Coëme in verband met voetballer Severijns. Deze beslissing wekte grote wrevels in het Antwerpse en in een groot gedeelte van het Vlaamse land. Het optreden van de minister blijft echter democratisch ongesanctioneerd. Dit is geen verrijking van de democratie en het heeft met federalisme zeer weinig te maken.

Zoals u in de kranten hebt kunnen lezen hebben Agalev en Ecolo daarom een voorstel ingediend dat niets te maken heeft met Belgicisme. Wij zijn er inderdaad niet om België overeind te houden. Het is enkel onze bedoeling de directe nationale democratie in stand te houden zolang er nog nationale beslissingen worden genomen. Daarom stellen de Groenen voor voor de nationale verkiezingen één enkele kiesomschrijving op te richten. Dit zal de partijen ertoe bewegen opnieuw nationaal te ageren en samen te werken. Op die manier zal het democratisch debat op het nationale vlak opnieuw volwaardig kunnen worden gevoerd en zal een eind worden gemaakt aan de huidige onmogelijke situatie: politieke partijen die hun nationale politieke verantwoordelijkheid niet meer opnemen maar wel ministeriële portefeuilles opeisen in de nationale regering. In verband met het hele probleem van de teloorgang van de democratie heb ik aandacht besteed aan het ontwerp van wet tot wijziging van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 en tot hervorming van de instellingen, ontwerp dat op het ogenblik in de Kamer wordt besproken. Mijn aandacht ging uit naar paragraaf 14 van artikel 3 van dit ontwerp, maar vooral naar artikel 14. Ik heb daarbij vastgesteld dat men zich bij de overheveling van de bevoegdheden en de middelen zo heeft vergalopperd, dat men in alinea 2 van de memorie van toelichting moet schrijven dat deze uitbreiding van de bevoegdheden aanleiding is tot het creëren van zoveel mogelijk overleg en samenwerking tussen de Gemeenschappen, de Gewesten en de nationale overheid.

De regering beseft dus dat ze zeer veel materies aan het overhevelen is en dat ze te ver is gegaan. Daarom worden dan samenwerkingsakkoorden aanbevolen. Het betekent dat men belangrijke pakketten bevoegdheden ontnemt aan de democratische besluitvorming om ze te geven aan de diplomatieke besluitvorming, alsof dat hetzelfde zou zijn.

Wat vroeger geregeld werd in het Parlement, in een open democratie, in aanwezigheid van de pers, met interpellatierecht, amendementsrecht, controlerecht voor alle partijen, ook voor de kleine partijen en de individuele dwarsliggers, wordt nu geregeld in overlegorganen; er is geen openbaarheid meer en alleen de meerderheidspartijen zijn vertegenwoordigd.

Het summum op dat gebied vinden wij in artikel 14 van het ontwerp van wet: «De Staat, de Gemeenschappen en de Gewesten kunnen samenwerkingsakkoorden sluiten, die onder meer betrekking hebben op de gezamenlijke oprichting en het

gezamenlijk beheer van gemeenschappelijke diensten en instellingen, op het gezamenlijk uitoefenen van eigen bevoegdheden of op de gemeenschappelijke ontwikkeling van initiatieven.»

Dit betekent, mijnheer de Eerste minister, om het in gewone mensentaal te zeggen, dat vroeger de kazen werden opgericht door een democratische parlementaire beslissing; nu zullen de kazen worden opgericht in overleg tussen uitvoerende machten.

In artikel 14 staat verder: «Over de samenwerkingsakkoorden wordt onderhandeld en ze worden gesloten door de bevoegde overheid.» Dan volgt een vage formulering: «In voorkomend geval hebben de akkoorden slechts gevolg nadat zij al naar het geval bij wet of decreet zijn goedgekeurd.» Wat betekent «voorkomend geval», «al naar het geval»?

Hoe zal het scenario eruit zien? Als er een akkoord tot stand is gekomen tussen de Executieven, dan kan men in de Waalse Raad en in de Vlaamse Raad dat akkoord goedkeuren, zoals we nu internationale verdragen goedkeuren: «c'est à prendre ou à laisser».

Voor de vertegenwoordigers van het volk geen amendementsrecht, geen mogelijkheid door discussie invloed uit te oefenen op de besluitvorming. Regeringen kunnen ten val worden gebracht, zelfs regeringen die legifereren met bijzondere machten. Overlegstructuren kunnen niet ten val worden gebracht.

M. Ph. Moureaux, Vice-Premier ministre et ministre de la Région bruxelloise et des Réformes institutionnelles. — Un accord de coopération serait-il, pour vous, indécemment?

M. Dierickx. — Monsieur le ministre, j'ai essayé d'expliquer que je suis favorable à la coopération, mais plus encore au maintien de la démocratie exacte.

M. Ph. Moureaux, Vice-Premier ministre et ministre de la Région bruxelloise et des Réformes institutionnelles. — On en reparlera encore. Mais ce projet constitue une amélioration par rapport à la loi de 1980. Selon la jurisprudence établie à partir des avis du Conseil d'Etat, dans certains cas, même quand tous les pouvoirs le souhaitaient, toute coopération était impossible en raison de la répartition des pouvoirs. La coopération, qui était d'ailleurs souhaitée en 1984 et 1985, entre l'Etat national, les Communautés et les Régions, deviendra possible grâce à cet article. N'y voyez donc pas un complot contre la démocratie, mais plutôt le moyen d'une coopération souhaitée et nécessaire qui devrait, par ailleurs, rencontrer l'enthousiasme du groupe Ecolo-Agalev.

M. Dierickx. — Vous devez faire clairement la distinction. Une décision prise, par exemple, par l'OTAN ou par le Conseil des ministres de la Communauté européenne peut constituer une forme de collaboration entre gouvernements. Mais, est-ce de la démocratie?

La démocratie directe intervient-elle dans le processus décisionnel? On reproche au Conseil des ministres de la CEE de se réunir secrètement, et d'imposer ensuite des lois (règlements et directives) applicables dans tous les pays, à tous les citoyens.

Voulez-vous agir de la sorte en Belgique?

C'est précisément là que se situe notre critique: nous sommes en faveur d'une coopération mais les décisions de coopération doivent être soumises aux assemblées parlementaires et ce en présence des représentants de la presse et avec la possibilité, pour les parlementaires, de proposer des amendements. Pour moi ce processus est très clair et n'implique aucune confusion entre coopération entre exécutifs et démocratie.

Iets waarover wij misschien met de heer Erdman van gedachten moeten wisselen is dat wij op zijn minst een deel van de bevolking ervan moeten overtuigen dat een democratische relatie tussen de burgers van een land iets fundamenteel anders is dan een goede diplomatieke relatie tussen Executieven.

Als democraten wensen wij efficiënte Executieven, maar deze mogen zich niet verstoppelen in niet-openbare overlegstructuren waar beslissingen worden genomen die voorheen behoorden tot

het domein van de openbare parlementaire vergaderingen, dus in aanwezigheid van pers en publiek.

In het regeerakkoord komen 27 alinea's voor waarin de regeringspartners het duidelijk hebben over overleg, over zaken waarover wordt beslist niet in Parlement noch in de Raden, maar in overleg tussen de Executieven en nationale regering. Ik noem dit een verarming en niet een verrijking van de democratie.

Ik ga nu niet in op het feit dat wij beslist hebben dat het Arbitragehof in toenemende mate in de plaats zal treden van de wetgever, want dit is onafwendbaar in een federale staat gekenmerkt door etnische tweeledigheid.

Van het nationale via het regionale kom ik tot het gemeentelijke niveau. Op gemeentelijk niveau heeft nu eveneens een uitholling van de democratie plaats. De Groenen zijn gekant tegen artikel 8 dat de openbaarheid van bestuur voor alle Belgische gemeenten beperkt door te verbieden de vergaderingen van het schepencollege een openbaar karakter te geven en door de verslagen van deze vergaderingen strikt te beperken tot de beslissingen, waardoor de leden van de gemeenteraad nog minder kennis kunnen nemen van de beraadslagingen in het schepencollege.

Artikelen 8 en 9 leiden tot een verdere verschraving van de gemeentelijke democratie in de acht faciliteitengemeenten. De regering poogt nu reeds een slecht geweten te geven aan de schepenen die de consensus zou doorbreken en zou eisen dat beslissingen worden genomen in de openbare vergadering van de gemeenteraad, en niet in de niet-openbare vergaderingen van het college van burgemeester en schepenen.

Volgens de Groenen heeft een schepen de democratische plicht een zaak in de openbaarheid te brengen, als hij het niet eens is met de combines en de arrangementen in het schepencollege. De dwarsligger in het schepencollege kan de echte democraat zijn. Zijn dwarsliggen zal dubbel nodig zijn omdat de proportionele samenstelling van het college van burgemeester en schepenen in vele gevallen het democratische debat in de gemeenteraad zal verlammen en het gemeentelijk democratisch leven zal uitdoven.

Er wordt beweerd dat de beste oplossing zou zijn dat het schepencollege het steeds eens is. Als dit het geval is, dan zit de gemeenteraad er inderdaad voor een half pond vijgen bij. De Groenen willen dat het openbaar debat in de gemeente — die voor ons het basiselement is in een federale structuur — levendig blijft en niet uitgedoofd wordt. Door de proportionele samenstelling van het college wordt van de gemeenteraad een maxicollege gemaakt.

Dit federalisme is dus geen federalisme. Het is een vorm van confederalisme dat leidt tot de verschrompeling van de democratie op alle niveaus. Dit federalisme holt de democratie uit ten bate van de uitvoerende machten, de grote partijen en hun politieke concerns.

Ik formuleer mijn vraag bijna poëtisch: democratie, door wie wordt gij nog bemind in ons land? Democratie, wie kent u nog?

Het verwondert mij dat sommige dingen in ons land vrijwel ongestraft gebeuren. Ik denk bijvoorbeeld aan Carlo de Benedetti die naar België kwam met de boodschap dat hij de Generale Maatschappij eens zou gaan democratiseren.

André Leysen heeft dat liedje meegezongen. Dat Carlo de Benedetti beweert dat hij met zijn miljarden tot de democratisering van de Société Générale kan bijdragen, verwondert mij enigszins. Het verwondert mij echter vooral dat hij dat ongestraft kan beweren. Het is erg vreemd dat sommige mensen nog steeds over democratische baronnen en democratische restaurants spreken, alsof dat iets met democratie te maken heeft.

Ik vrees, en dat is mijn conclusie, dat heel veel vertegenwoordigers van het politiek establishment in ons land vinden dat democratie eigenlijk niets anders hoeft te zijn dan « het akkoord tussen de machtigen ». Democratie is dan een kwestie van stabiliteit. Als er grote stabiliteit en grote continuïteit is en als in de democratische organen de beslissingen met een grote voorspelbaarheid worden genomen, dan gaat het goed met de democratie, volgens deze woordvoerders. Wij menen daarentegen dat

democratie een spanningsveld is tussen meerderheid en oppositie, waarin grote en kleine partijen en ook individuele dwarsliggers het debat kunnen verrijken. Democratie is niet het akkoord tussen machtigen die het op een akkoordje gooien, maar het woelige en waarneembare parlementaire debat, waarin dwarsliggers, pottelijkers en pottebrekers — zoals de heer De Bondt en mevrouw Staels — aan het woord kunnen komen. Geen gestroomlijnde debatten, ook geen gestroomlijnde televisiedebatten, maar debatten waarin het onverwachte mogelijk is. Democratie mag niet van alle kanten geconditioneerd worden. Wij vrezen dat dit federalisme zal bijdragen tot het systematiseren van de combines, compensaties en arrangementen tussen de politieke machten en hun concerns. (Applaus.)

M. le Président. — La parole est à M. Cerexhe.

M. Cerexhe. — Monsieur le Président, depuis des années, la problématique fouronnaise et le problème de l'emploi des langues par les mandataires politiques dans les communes à facilités, hypothèquent le débat politique en Belgique.

Je ne partage pas l'avis de ceux qui considèrent que le sort de quelques milliers de personnes ne peut paralyser le fonctionnement de nos institutions ni entraver la solution de nos problèmes économiques et sociaux.

Dès lors que les principes fondamentaux d'un Etat démocratique sont ébranlés, nous devons d'en assurer la défense, une seule personne serait-elle en cause.

Combien d'entre nous, en effet, n'ont pas signé ou cautionné des pétitions au bénéfice d'une ou de plusieurs personnes détenues ou emprisonnées illégalement, uniquement parce que des principes fondamentaux de notre société démocratique étaient en jeu!

Le présent projet s'efforce donc d'apporter une solution aux deux questions que je viens d'évoquer et qui déchirent notre pays depuis plusieurs années. Il consacre deux principes auxquels le PSC est particulièrement attentif: d'abord, il donne une base légale au problème de l'emploi des langues par les mandataires politiques dans les communes à statut spécial; ensuite, il assure le respect du choix démocratique des électeurs en ce qui concerne leurs mandataires.

Pour ce qui est de l'emploi des langues pour les mandataires politiques dans les communes à statut spécial, je ne rappellerai pas aux membres de cette assemblée les conflits opposant quant à son interprétation, la Cour d'arbitrage, le Conseil d'Etat et les juridictions ordinaires, ni les différents points de vue doctrinaux quant à la portée et à l'interprétation de l'article 3bis.

Mais je me dois d'insister sur la responsabilité qui nous incombe, à nous législateurs, lorsque des incertitudes apparaissent sur certains points donnés. Nous ne pouvons laisser ces incertitudes persister, car elles sont une source d'insécurité pour le citoyen. Sur ce point, le projet apporte une réponse, en ce sens qu'il affirme que, dans les communes visées aux articles 7 et 8, 3^o à 10^o, des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, tout mandataire communal ainsi que les membres des CPAS doivent avoir, de la langue de la Région dans laquelle la commune est située, la connaissance nécessaire à l'exercice de leur fonction.

C'est la consécration légale d'une obligation qui, à ce jour, n'avait pas de base juridique, comme l'a déclaré très clairement la Cour d'arbitrage.

Le deuxième principe important repris dans ce projet est la reconnaissance absolue du libre choix démocratique des électeurs.

Dès lors qu'un mandataire a été élu directement, sous réserve, il va de soi, des conditions d'éligibilité prévues par la loi, son élection ne peut plus être mise en cause, notamment pour des raisons linguistiques. La technique à laquelle il est fait appel à cet effet, est la présomption légale qui consiste, pour le législateur, à déduire d'un fait connu, à savoir l'élection directe des mandataires, un fait inconnu, à savoir la connaissance de la langue de la Région.

En réalité, une analyse objective et juridique de la nature de cette présomption, aboutit à une dispense de la charge de la preuve.

Quant à affirmer, comme l'a fait une partie du Conseil d'Etat, qu'une telle présomption n'est pas admissible et doit être exclue, lorsqu'il s'agit de dispositions d'ordre public, je rappellerai que nous avons, dans le domaine du droit public *lato sensu*, un certain nombre de présomptions et notamment la présomption d'autorité relative de la chose jugée, qui sont justifiées par des considérations d'intérêt général et d'ordre public.

Le projet comporte donc, sur les deux points que je viens d'évoquer, des solutions dont on peut espérer qu'elles apporteront la pacification. Il faut cependant reconnaître qu'il contient un certain nombre d'éléments techniques qui ne satisfont certainement pas ni les juristes ni les municipalistes.

J'y reviendrai dans un instant, mais il ne faut pas en exagérer la portée; l'esprit dans lequel les textes seront appliqués pourra, dans une très large mesure, en limiter les aspects négatifs.

Je reprends, si vous me le permettez, les différents aspects techniques de ce projet. Il y a d'abord le principe de la représentation proportionnelle au sein des collèges, dans les six communes de la périphérie ainsi qu'à Fourons et à Comines. Personne ne peut contester que la règle de la représentation proportionnelle est de portée démocratique. C'est elle qui gouverne la composition de la plupart de nos assemblées. C'est également elle, ne l'oublions pas, qui a fondé la composition des collèges d'agglomération et de fédération. C'est elle aussi qui, plus récemment, a fondé la composition des premiers exécutifs régionaux et communautaires.

Il est vrai, et je reconnais que c'est un peu gênant, que la représentation proportionnelle est complétée par une autre règle, à savoir celle du consensus, qui préside à la prise de décision au sein du collège, et qu'il faut apprécier correctement, d'autant plus que nous avons entendu plusieurs fois, en commission, certains membres et certains commissaires considérer que la règle du consensus était purement et simplement la règle du droit de veto.

Au niveau de toute prise de position, quelle qu'elle soit, il faut distinguer trois modalités: la règle majoritaire, la règle de l'unanimité et la règle du consensus.

La règle majoritaire implique qu'un groupe fait prévaloir sa volonté sur un autre. Il y a règle d'unanimité lorsque l'accord explicite et exprès de tous les membres est requis. Il y a, enfin, consensus, notion différente de la règle de l'unanimité — ce que le Conseil d'Etat a très bien mis en évidence dans son avis 797/17 de 1987 — lorsque la décision est prise au terme d'un débat qui s'efforce de concilier les points de vue divergents et qui s'attache à dégager une position dominante que la minorité accepte d'assumer. Cette règle du consensus, inspirée il faut le reconnaître d'un souci de compréhension mutuelle et d'œuvre collégiale, est retenue par le projet.

Elle recèle il est vrai des risques et des dangers, notamment du point de vue de l'efficacité du processus de décision. Mais ces risques sont limités, d'une part, par le fait qu'en l'absence de décision au niveau du collège, le conseil se substituera à celui-ci en statuant à la majorité ordinaire, et d'autre part, par le fait — c'est un amendement accepté par le gouvernement — qu'on a reconnu au bourgmestre la possibilité de convoquer le conseil communal en cas de carence au niveau du collège.

Ayant reçu tous les éclaircissements souhaités en commission, je souhaiterais, monsieur le ministre, avoir confirmation de mon interprétation en ce qui concerne la possibilité de renverser la présomption.

La présomption n'est pas irréfragable dans un certain nombre de cas, à savoir à l'égard des bourgmestres, des présidents de CPAS, et des échevins ou membres des CPAS qui ne sont pas élus directement. Si à l'égard de ces personnes, la présomption peut être renversée, il ne s'agit cependant pas d'une présomption *iuris tantum* qui permettrait de renverser la présomption par tout moyen de droit, mais, en réalité, d'une espèce de présomption intermédiaire puisque la présomption ne peut être renversée

que par des moyens qui répondent aux deux conditions suivantes: d'une part, être graves et, d'autre part, résulter soit d'une décision juridictionnelle, soit d'un aveu, soit encore de l'exercice de la fonction comme autorité administrative individuelle.

J'ai l'impression que les deux premiers moyens, l'aveu et la décision juridictionnelle, sont claires et ne soulèvent pas de difficultés. Par contre — et c'est ici, monsieur le Vice-Premier ministre, que je souhaite avoir confirmation de mon interprétation —, il peut être utile de préciser ce qu'on entend par autorité administrative individuelle. Cette expression ne se définit qu'à la lumière des trois concepts qu'elle utilise: premièrement, il faut que le mandataire concerné agisse comme autorité, c'est-à-dire comme détenteur d'une partie de la puissance publique, d'une partie de l'*imperium*; deuxièmement, il faut ensuite qu'il agisse comme autorité qu'on qualifie d'administrative, c'est-à-dire dans le cadre de l'adoption d'un acte administratif ou d'une procédure administrative; troisièmement, il faut qu'il agisse comme titulaire de prérogatives personnelles et non pas dans le cadre d'une compétence collégiale.

Si effectivement ces trois conditions sont remplies, il y a agissement du mandataire comme autorité administrative individuelle et le Conseil d'Etat pourra librement rechercher dans le cadre des pouvoirs d'instruction dont il dispose s'il existe des indices graves susceptibles de renverser la présomption de connaissance de la langue de la Région.

Enfin, le projet contient des dispositions relatives aux communes de Fourons et de Comines.

Certaines concernent la faculté qui est donnée, aux citoyens de ces communes, de voter aux élections législatives respectivement pour des candidats francophones ou néerlandophones. D'autres, au contraire, ont trait à l'exercice de la tutelle d'annulation ou d'approbation par le gouverneur.

Le projet prévoit que ces dispositions seront applicables à la commune de Fourons où, il faut le reconnaître, des situations conflictuelles s'étaient établies depuis plusieurs années dans les relations entre la commune et les autorités de tutelle.

Mais le projet prévoit également que ce système sera applicable à la commune de Comines où aucune difficulté n'existait.

Il faut bien admettre que nous sommes, en l'occurrence, dans le domaine de l'irrationnel où l'on chercherait en vain — et certainement pas dans un parallélisme historique que certains ont tenté d'établir — une explication raisonnable et rationnelle à l'extension du régime fouronnais à la commune de Comines.

La seule justification, à laquelle on puisse tenter de se raccrocher, est qu'à travers ce projet, tel qu'il est, avec ce qu'il contient de positif et d'imperfections, on peut espérer surmonter, peut-être même dépasser, les difficultés communautaires qui ont opposé, depuis plusieurs années, nos deux Communautés. De plus, certains aspects contestables de ce projet devraient, dans la pratique, pouvoir être relativisés, si chacun est inspiré par un réel souci de pacification.

Le groupe PSC approuvera ce projet car il considère que celui-ci offre une chance unique à saisir. (*Applaudissements.*)

M. le Président. — La parole est à M. Desmedt.

M. Desmedt. — Monsieur le Président, je comprends que M. Serge Moureaux nous ait quittés, étant donné l'heure tardive, mais j'aurais tout de même souhaité répondre à son intervention développée tout à l'heure concernant la qualité du travail parlementaire.

A entendre M. Serge Moureaux, tout se passe pour le mieux dans le meilleur des mondes et le Parlement travaille sérieusement. Il a réformé la Constitution, s'attaque actuellement au problème des communes à facilités et abordera demain le transfert des compétences.

Je rejoins Mme Delruelle lorsqu'elle rétorque à M. Serge Moureaux que de véritables débats n'ont pas eu lieu en commission. Certes, des points de vue différents furent exposés, mais sans véritable débat.

Il faut, par ailleurs, souligner le fait que 90 p.c. des membres de cette assemblée sont absents. Ce n'est pas uniquement parce qu'il est midi trente; c'est le cas depuis le début de cette discussion ainsi que lors de l'étude des réformes constitutionnelles. On peut donc difficilement affirmer que notre système fonctionne correctement. Alors que nous poursuivrons demain la discussion de ce projet, en séance publique, la commission abordera l'examen du projet de transfert des compétences. Qu'on ne me dise pas qu'il s'agit là d'un travail parlementaire sérieux!

J'en viens à l'objet de notre débat.

Le projet de loi soumis à notre examen dépasse le sort administratif des quelques dizaines de milliers d'habitants des huit communes principalement concernées. Il s'agit d'un problème fondamental de démocratie et de la possibilité d'organiser la vie en commun de citoyens belges d'expression néerlandaise et française, sur un même territoire.

Ce projet est complexe. En effet, il comprend des dispositions fort diverses et se situe à plusieurs niveaux. Une disposition — celle de l'article 8, à laquelle je souscris — concerne l'ensemble des communes belges. D'autres, concernant la connaissance, par les mandataires de la langue officielle de la région, s'appliquent à toutes les communes à facilités. D'autres encore, relatives à l'élection des échevins et conseillers CPAS par le corps électoral et à la règle du consensus, s'appliquent aux huit communes spécialement visées par le projet. Enfin, de nombreuses mesures ne concernent que Fourons et Comines. Il s'agit de l'instauration du collège des gouverneurs, au niveau de la tutelle et de la possibilité de voter en dehors de leur arrondissement électoral pour les élections législatives.

Pour faire bonne mesure, il faut ajouter que le projet modifie la loi communale, la loi électorale communale, la loi organique des CPAS, la loi provinciale, etc.

Le gouvernement justifie tout cela par son souci de pacification. En réalité, huit communes sont essentiellement concernées. On peut les diviser en trois groupes: le plus important au point de vue numérique, c'est-à-dire les six communes à facilités de la périphérie bruxelloise, les Fourons ensuite et, enfin, Comines.

En tant que mandataire de la Région bruxelloise, je traiterai principalement du premier point. Je voudrais cependant dire qu'en ce qui concerne Fourons, ce qui nous est proposé est lamentable et que, pour Comines, nous tombons dans le ridicule. M. Cerexhe vient d'admettre qu'il n'existait aucune justification, mais qu'il voterait quand même le projet, ce qui, à mes yeux, est assez significatif!

Nous avons vécu la plus longue crise politique de notre histoire, causée par le problème des Fourons. Le Parti socialiste s'est emparé de José Happart pour en faire le symbole de sa résistance francophone. Or, aujourd'hui, que voyons-nous? Il n'est, bien sûr, pas question de retour à Liège, ni même d'un régime bilingue. On protège les échevins et conseillers communaux contre le risque d'être « cassés » par le Conseil d'Etat pour méconnaissance du flamand et on permet aux Fouronnais de voter pour Jean-Marie Happart aux élections législatives et pour José Happart aux élections européennes. Quelle victoire dérisoire a ainsi été obtenue par le Parti socialiste!

Je laisserai à mes collègues wallons le soin de développer davantage cet aspect du problème. Je leur confie également le devoir de parler du sort scandaleux infligé à Comines, au nom d'une soi-disant compensation, qui n'a aucune réalité ni aucune justification.

J'en arrive ainsi à la périphérie bruxelloise, qui cristallise également les passions. Il s'agit d'un de ces problèmes typiquement belges dans lesquels la raison trouve peu de place. Ce problème n'existe, en effet, qu'en raison d'une inadéquation totale, en ce qui concerne ces communes, entre le droit et le fait, entre la théorie et la réalité.

Que sont les communes à facilités de la périphérie bruxelloise? Il s'agit de six communes jouxtant l'agglomération bruxelloise et auxquelles le législateur a, en 1963, octroyé un statut spécial, en ce sens que leur langue administrative restait le néerlandais tandis que les habitants francophones pouvaient user de leur langue dans leurs rapports avec les pouvoirs publics

et notamment avec la commune. Il n'était pas question, à l'époque, de la notion de langue de la Région et d'ailleurs ces six communes ont formé un arrondissement administratif distinct pendant plusieurs années.

En réalité, ces facilités ne constituaient pas, par rapport à la législation antérieure, une concession flamande, mais bien une concession francophone. En effet, si la loi de 1932 avait été appliquée et donc, si le recensement linguistique de 1960 avait eu lieu, comme la loi l'exigeait, chacun sait que ces six communes, et d'autres d'ailleurs, se seraient vues dotées d'un véritable statut bilingue. Seul, le coup de force consistant à ne pas organiser le recensement linguistique de 1960 empêcha cette évolution.

Je voudrais prendre, à cet égard, deux exemples caractéristiques: les communes de Crainhem et de Linkebeek.

A Crainhem, le recensement linguistique de 1947 — le dernier qui fut organisé — donna les résultats suivants: 27 p.c. d'unilingues francophones, 31,5 p.c. d'unilingues flamands, 37 p.c. de bilingues, dont 51 p.c. déclaraient faire davantage usage du français et 48 p.c. du néerlandais.

Aux élections communales de 1976, les listes francophones recueillaient 58 p.c. des voix, la liste flamande 30 p.c. et une liste bilingue 12 p.c. En 1982, la liste du bourgmestre FDF remportait 72 p.c. des voix et la liste d'union flamande 26,5 p.c.

A Linkebeek le recensement de 1947 faisait apparaître 20 p.c. d'unilingues francophones, 27,5 p.c. d'unilingues flamands et 49 p.c. de bilingues, dont 60 p.c. déclaraient user par préférence du flamand.

Aux élections communales de 1976, les listes francophones recueillaient 63 p.c. des suffrages, la liste flamande 26 p.c. et une liste bilingue 11 p.c.

En 1982 enfin, la liste du bourgmestre FDF obtenait 74 p.c. des voix et la liste d'opposition flamande 26 p.c.!

Ces chiffres sont indiscutables. Ils démontrent, à mon sens, deux choses:

1. Il y a, dans ces deux communes, une majorité francophone atteignant 70 p.c.;
2. L'obstination flamande à nier cette évidence fait pencher les bilingues du côté francophone.

Cette majorité francophone, qui s'est dégagée dans ces communes, au cours des années ne résulte nullement — j'insiste sur ce fait parce qu'il est souvent mal perçu du côté flamand — d'un impérialisme quelconque, mais d'un phénomène sociologique général, à savoir l'exode des populations des grandes villes vers la périphérie, en raison des conditions de vie difficiles en milieu urbain.

Et pourquoi les francophones qui effectuent cette démarche, assez généralisée, devraient-ils renoncer à leur identité culturelle?

Pour apprécier complètement cette situation il y a encore deux points importants à souligner.

Cet exode — appelons-le ainsi, puisqu'on parle même d'immigration — a débuté entre les deux guerres mondiales, comme le démontrent les résultats du recensement de 1947. Il s'est poursuivi de 1945 à 1960. A ce moment, ces Bruxellois francophones, s'installant dans la périphérie, pouvaient légitimement penser qu'en vertu des lois linguistiques en vigueur, ils pourraient, par la suite, bénéficier d'un statut bilingue.

D'autre part, à cette époque également, le fait d'habiter une commune flamande avait comme seule conséquence de les soumettre à l'obligation de traiter en néerlandais avec l'autorité communale en attendant le prochain recensement linguistique, mais n'impliquait aucune incorporation à la Région flamande ou à la Communauté flamande, qui n'avaient aucune existence légale à l'époque.

En réalité, s'il est indéniable que les communes concernées ont été habitées, jusqu'en 1940, par une population qui s'exprimait dans sa grande majorité en flamand, elles n'ont jamais antérieurement fait partie d'une Région flamande qui n'existait pas, il faut le souligner.

Dès lors, au moment où on établit en Belgique des frontières régionales, qui deviendront d'ailleurs bientôt les seules frontières que nous connaissons encore, il eut été élémentaire de consulter les habitants concernés, avant de fixer les limites de ces régions.

Mes chers collègues, vous voudrez bien m'excuser d'avoir parlé longuement du passé, mais je voudrais ainsi vous démontrer combien l'obstination à vouloir nier l'évidence, à savoir la francisation relative de ces communes et la nécessité de les rattacher à la Région bilingue de Bruxelles ne peut conduire qu'à des systèmes complexes comme celui qui nous est proposé, qui ne satisfait ni la raison ni l'équité.

Je regrette l'obstination flamande à cet égard; il est bien évident que dès qu'on institue des Régions avec des limites, la moindre des choses, au moment où on les instaure, c'est de consulter d'abord les populations intéressées et ensuite de fixer définitivement les limites.

Les francophones de la majorité, dans le but d'assurer une plus large autonomie aux Régions — c'est du moins la thèse du Parti socialiste — acceptent ce principe et ils ont, ce faisant, sacrifié la périphérie.

Cependant, ce genre de problème n'est pourtant nullement insoluble. En effet, il y a quelques années, en Suisse, les francophones minorisés dans le canton de Berne ont obtenu la création du canton du Jura et cela non seulement avec l'accord des Bernois mais avec celui de chacun des 22 autres cantons se prononçant séparément par référendum alors qu'il y a, en Suisse, une large majorité de cantons germanophones. Quelle leçon de démocratie!

Il est donc évident que le système complexe qui nous est proposé n'aboutira nullement à la pacification dans les communes à facilités mais, au contraire, il est à craindre qu'il durcira les positions respectives.

Dans l'exposé des motifs de son projet de loi, le gouvernement affirme que tenant compte des principes fondamentaux de la démocratie, il n'a voulu instaurer aucune condition nouvelle d'éligibilité. Cela n'est pas exact: les articles 16 et 19 de la loi imposent aux mandataires CPAS et communaux la connaissance de la langue de la Région pour exercer leur mandat. Le fait qu'on établisse une présomption de connaissance ne modifie pas qu'au plan des principes, cette condition soit introduite.

Le fait de devoir imposer pareille obligation démontre d'ailleurs à suffisance l'inadéquation entre les textes et la réalité! S'il arrive qu'une majorité d'électeurs désigne un mandataire qui ne connaîtrait pas, par hypothèse, la langue de la Région, cela démontre bien que la langue officielle de celle-ci n'est pas celle des habitants. Dès lors se pose la question de savoir si ce sont les habitants qui doivent se plier à une langue qu'on leur impose, ou si l'autorité publique doit être au service des habitants.

Les textes qui nous sont proposés créent, pour les communes visées, des discriminations inadmissibles par rapport aux autres

communes du Royaume, et je les cite brièvement, quitte à y revenir lors de la discussion des articles:

- Election des échevins par le corps électoral;
- Election des conseillers CPAS dans les mêmes conditions;
- Création obligatoire d'un bureau permanent au CPAS;
- Obligation de la règle du consensus pour toutes les décisions de l'Exécutif, sous peine de renvoi au conseil communal ou au conseil du CPAS.

Comme beaucoup d'orateurs l'ont souligné, ce système appelle des critiques générales qui n'ont aucun rapport avec les aspects linguistiques de la question.

Notre assemblée compte de nombreux bourgmestres et échevins et je pense que peu d'entre eux accepteraient pour les communes qu'ils gèrent, une procédure aussi complexe que le système proportionnel, auquel s'ajoute encore la règle du consensus.

Ainsi, dans ces communes, le conseil communal remplira le rôle d'arbitre des désaccords du collège. Celui-ci deviendra donc un mini-conseil par la règle de la proportionnalité et le conseil communal un maxi-collège puisqu'il sera, dans certains cas, amené à exercer les compétences de l'Exécutif.

Par ailleurs, l'élection des conseillers CPAS par l'ensemble du corps électoral politisera pareille élection, alors qu'en Belgique ce genre de mandat a toujours été attribué au second degré!

J'ajoute que la désignation du président du CPAS des communes concernées par l'Exécutif communautaire constitue une nouvelle discrimination injustifiable.

Quant à l'élection des échevins par le corps électoral, il est clair qu'elle constituera, en réalité, une prime en faveur des élus flamands, puisque dans les communes à facilités de la périphérie bruxelloise, la majorité des échevins appartient au rôle linguistique français.

Je reconnais, monsieur le Président, que le souci de pacification, affirmé par le gouvernement est louable, mais ce n'est pas en niant les évidences et en édifiant des constructions juridiques baroques et complexes qu'on servira cette pacification.

Seule l'intégration des communes à facilités à la Région bruxelloise pourra apporter une solution raisonnable et définitive, conforme au droit et à la démocratie, mais ce n'est évidemment pas la voie choisie par le projet qui nous est proposé. (*Applaudissements.*)

M. le Président. — Nous poursuivrons cette discussion cet après-midi à 14 heures 30.

Wij zetten deze bespreking vanmiddag te 14 uur 30 voort.

La séance est levée.

De vergadering is gesloten.

(*La séance est levée à 12 h 55 m.*)

(*De vergadering wordt gesloten te 12 h 55 m.*)